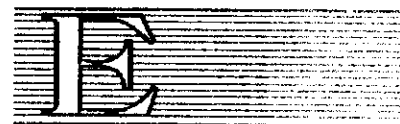


154871



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : LIMITEE

E/ECA/CAMSDE/CE/6
21 novembre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première Conférence des ministres africains
responsables du développement durable et
de l'environnement

Première Conférence des ministres africains
responsables du développement durable et
de l'environnement

Réunion du Comité d'experts

Réunion ministérielle

Addis-Abeba (Ethiopie)
4-7 mars 1996

Addis-Abeba (Ethiopie)
8-9 mars 1996

**PROGRES ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES
DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EN AFRIQUE**

I. INTRODUCTION

1. L'Afrique possède un grand potentiel de ressources. Sur l'ensemble du continent, la terre cultivée est d'environ 195 millions d'hectares (IITA 1993). Cette grande étendue de terrain, dont la plus grande partie se trouve en Afrique subsaharienne ne constitue qu'une quantité négligeable du potentiel de terre arable de la région (26%). Le reste de la surface offre des grandes opportunités de développer la production agricole.
2. A cela s'ajoute le fait que la région est très riche en ressources forestières, en bétail et en poisson. Actuellement, pas moins de 37% du potentiel des poissons de la région est exploité de manière effective (CEA 1989a). Par ailleurs, moins de 3% de la terre cultivable est exploitée en Afrique subsaharienne (CMA 1984). Ceci est extrêmement faible comparé à l'étendue de terre irrigable dans la région qui regorge d'environ 16% de son potentiel en terme de ressources en eau. Si tout le potentiel de l'Afrique devait être exploité, la production pourrait être multipliée par vingt-quatre (Banque mondiale, 1989).
3. S'agissant des spécificités, l'Afrique produit environ la moitié de la production mondiale du cacao et du manioc; un cinquième de la production mondiale, du café, du sorgho, du mil et des graines de sésame; ainsi qu'un dixième de la production mondiale du thé, du coton et de la canne à sucre. Le continent dispose également de 190 millions de bovins, 210 millions des ovins, 175 millions des caprins, 4 millions de tonnes de viande de boeufs et des veaux, 2 millions de tonnes de poulets de fermes, 14 millions de tonnes du lait de vache, 2 millions de tonnes d'oeufs, 0,7 millions de tonnes de cuir et 5 millions de tonnes de poisson (CEA/UNICEF, 1995).
4. Le potentiel des ressources de la région pourrait d'ailleurs être plus énorme si l'on prenait en compte ses richesses dans les autres secteurs. On peut citer comme exemple typique l'or, le diamant, le cuivre, le phosphate et le manganèse. A elles seules, les sous-régions orientale et australe de l'Afrique, couvrant une large étendue allant de l'Erythrée au Nord, au Zimbabwe, au Sud, fournissent la plus grande partie de la production mondiale de l'or, du diamant, du platine, du chrome et du manganèse. La région possède également 300 000 millions de tonnes de phosphate et 170 millions de mètres cube de gaz naturel (AED, 1994).
5. En dépit de ces abondantes ressources, l'ensemble de la performance économique de l'Afrique a été sombre, d'où la croyance générale que les années 80 ont été une décennie perdue (CEA/UNICEF, 1995). La croissance économique par habitant régresse, presque de 1% par an depuis le milieu des années 80. (République de Botswana, 1994). La croissance agricole s'est stagnée (entre 1,7 et 1,9% annuellement) depuis 1965 tandis que le taux de la croissance annuelle de la population s'accroît de 2,7 à 3,1% par an. La production alimentaire par habitant a baissé; les importations des produits vivriers ainsi que l'aide alimentaire se sont multipliés. Entre 1974 et 1990 par exemple, les importations des vivres ont augmenté de 185 tandis que l'aide alimentaire s'est accru de 295% avec un écart qui ne fait que s'élargir (besoins moins production). En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne seulement, l'écart de l'importation alimentaire est estimé à 50 millions de tonnes par an et ceci ne constitue que le dixième de la consommation projetée en l'an 2000 (Cleaver and Donovan 1995).
6. La disponibilité des produits alimentaires a particulièrement baissée dans les zones rurales où plus de 100 millions de population vivent dans des conditions alimentaires précaires. Le ratio de l'autosuffisance alimentaire en Afrique subsaharienne était de 97 dans les années 1967/71. Il était descendu à presque 86 après deux décennies (FAO, 1993). En plus de cela, les systèmes de production existents étaient incapables d'absorber la main-d'oeuvre croissante ou de prévenir la destruction des ressources de base. Paradoxalement, cette situation catastrophique a rendu le continent riche en ressource

l'un des plus pauvres du monde (Kingsbury, Brown and Poukouta, 1995). Parmi les 39 pays les plus pauvres du monde, 24 se trouvent en Afrique (Banque mondiale, 1995a).

7. C'est en ayant cette situation à l'esprit, que, pendant l'adoption des stratégies émanant du Sommet mondial de la terre, tenue à Rio de Janeiro (Brésil) en juin 1992, la Conférence des ministres responsables du développement économique, social et de la planification a mis l'accent sur la nécessité vitale d'intensifier les mesures destinées à combattre les problèmes endémiques de la pauvreté. A cette fin, des propositions ont été faites pour que la Conférence des ministres africains responsables du développement soutenu et de l'environnement (CAMSDE), établie par la résolution 757(XXXVIII) du 4 mai 1973 de la CEA, tiennent sa première session au début de l'année 1996. Parmi les principales questions de développement qui devront être débattues pendant la session, on retiendra celles qui sont relatives à l'allègement de la pauvreté sous le thème élargi "Relever le défi du Développement soutenu et de l'Environnement".

8. L'objectif de ce présent rapport est d'initier un processus de suivi et d'évaluation sur l'éradication de la pauvreté tant au niveau des Etats membres que du Secrétariat de la CEA, à travers un développement durable. Ceci est en conformité avec les activités de la Commission des Nations Unies pour le développement durable (CSD) et devra encourager les pays à créer des mécanismes appropriés pour les données pertinentes de base. Le 1er chapitre, qui sert d'introduction, décrit la performance socio-économique globale de la région, tandis que le 2ème chapitre donne un aperçu du profil de la pauvreté et met l'accent sur les questions de concept et des mesures qui devront être prises ainsi que sur l'ampleur de la pauvreté et des facteurs qui l'aggravent. Dans le 3ème chapitre, des tentatives ont été faites pour établir un lien entre la pauvreté et l'environnement. A cet égard, une attention spéciale a été accordée au fait que les ressources naturelles sont utilisées par les pauvres et du rôle spécifique qu'ils jouent directement ou indirectement dans la conservation et le développement des ressources naturelles.

9. Dans le 4ème chapitre, le rapport met en exergue les différentes mesures prises pour alléger la pauvreté dans la région avec un accent particulier sur les rôles des gouvernements, des donateurs, des organisations non gouvernementales, des organisations gouvernementales et des organisations des systèmes des Nations Unies. Dans ce contexte, des tentatives ont été faites pour souligner l'importance des projets et programmes destinés à améliorer la situation des pauvres. Le 5ème chapitre donne un aperçu des perspectives pour l'allègement de la pauvreté dans la région et identifier les domaines dans lesquels les mesures contre l'allègement de la pauvreté sont inadéquates. Le rapport conclut avec une analyse de la situation de la pauvreté dans la région ainsi que quelques recommandations orientées vers l'action.

II. PROFILE DE PAUVRETE

2.1 Concept et mesure de pauvreté

10. Le concept de pauvreté est très complexe et embrasse des questions de nature multidimensionnelle. La pauvreté est fondamentalement un phénomène économique et social mais possède également des facettes culturelle, spirituelle et politique (UE, 1996). Elle change dans le temps et l'espace ainsi que selon le statut des populations affectées. En d'autres termes, une personne considérée comme pauvre dans une période n pourrait améliorer son statut en période t. La même personne considérée pauvre à un moment donné pourrait être meilleure par rapport aux autres. Par conséquent, il est difficile de donner une définition exacte du concept de pauvreté.

11. Des efforts ont tout de même été faits dans le passé pour définir le concept en termes élargis. Selon l'UNESCO, la pauvreté est perçue comme absence relative de revenu, de capital, des services de base, du respect de soi, des opportunités d'éducation et de mobilité social ainsi que la participation dans la prise de décision (World Watch, 1989). Dans une autre définition, c'est l'insuffisance de revenu ou plus généralement, l'insuffisance d'un revenu qui permettrait de supporter un minimum de vie décente (Edozen).

12. Pour certains spécialistes, la pauvreté signifie l'état de privation des besoins humains fondamentaux (Kingsbury, Brown and Poukouta, 1995). Ces besoins incluent l'accès à l'eau et une alimentation suffisantes, un logement décent, une bonne santé, une longue vie, le savoir et la capacité de s'auto suffire matériellement à travers des activités productives. Sen (1987) définit la pauvreté comme le manque de capacité de fonction. Il revient à l'analyste de déterminer les capacités dans une société donnée et ceux qui en manquent. Ravallion (1994) tente de donner une définition standard de pauvreté. Selon lui, la pauvreté existe lorsque dans une société donnée, une ou plusieurs personnes n'atteignent pas le niveau minimum de bien-être économique établi par cette société. Selon Sen le "bien-être" signifie littéralement être bien "par vivre longtemps, avoir suffisamment à manger, être en bonne santé et être instruit".

13. En dépit des tentatives de définir la pauvreté, le fait de déterminer (emprunter les mots de Sen) à qui manque "la capacité de fonction" et qui ne le manque pas constitue également un problème complexe. En d'autres termes, mesurer la pauvreté pour des groupes vulnérables différents, à des niveaux différents et pendant un espace de temps plus long est aussi un exercice difficile. Cependant, ceci est absolument nécessaire pour identifier les groupes cibles ayant besoin des mesures anti-pauvreté et pour suivre régulièrement les développements connexes. La condition sine qua non pour les mesures de pauvreté est l'existence de données adéquates et fiables sur les indicateurs des revenus et les autres indicateurs non liés au revenu. Les indicateurs de revenus comme moyen de mesure de pauvreté implique le calcul de revenu ou la distribution de la consommation au sein d'une société, en établissant un seuil ou ligne de pauvreté relatif ou absolu et plaçant la population au dessus ou au dessous de ce seuil. Les indicateurs non liés au revenu sont employés pour mesurer le bien-être des populations en termes de variables telles que le taux de mortalité infantile, la scolarisation, l'alphabétisation, l'accès à l'eau potable et l'hygiène ainsi que la disponibilité et la consommation des calories. Le tableau 1 (annexe)¹ indique les plus importantes mesures de pauvreté et leurs indicateurs.

14. Comme démontré dans le tableau, trois indicateurs sont utilisés pour mesurer la pauvreté émanant des inadéquations de revenu. Il s'agit du PIB réel par habitant, des taux de rémunération des non qualifiés (spécialement pour le pauvre urbain) et des mesures relatives ou absolu du seuil de pauvreté. Le PIB réel par habitant est une mesure de la richesse moyenne d'un pays pour les habitants pris individuellement. L'inconvénient de cet indicateur est qu'il cache les disparités géographiques et de classe dans une société donnée et ne prend pas en compte les produits et services non commerciaux ainsi que les transactions dans le secteur informel où la majorité des pauvres entreprennent leurs activités. En plus, il est défiguré par les taux anormaux d'échange, des tarifs et des divers taxes. Néanmoins, il demeure utile étant donné qu'il constitue un point de départ pour déterminer si les efforts visant à alléger la pauvreté sont possibles ou durables à l'échelle nationale. Pour qu'il soit une mesure de pauvreté

¹ Pour les tableaux et les figures mentionnés dans le texte, se référer à l'annexe

raisonnablement acceptable, il devrait être ajuster pour la parité du pouvoir d'achat de la monnaie applicable.

15. Les taux de rémunération des non qualifiés, ajustés pour fait d'inflation, paraissent être l'indice le plus direct sur la manière dont le pouvoir d'achat du pauvre est développé. Etant donné que le travail est l'unique capital productif du pauvre, les taux de rémunération des non qualifiés sont plus appropriés au pauvre que tout autre indicateur. Par définition, le taux de rémunération d'un non qualifié rural est le salaire hebdomadaire d'un travail agricole ordinaire sans être en possession d'aucune terre ou d'en posséder suffisamment pour satisfaire les besoins de subsistance. Le taux de rémunération urbain, constitue le salaire hebdomadaire d'un manoeuvre ordinaire sans alternative de source de revenu (Kingsbury, Brown et Poukova, 1995). En dépit de cela, on ne peut se fier aux taux de rémunération des non-qualifiés comme instrument de mesure de pauvreté en raison de la déficience ou l'absence des données factuelles et du fait que ces données (où elles existent) couvrent uniquement le secteur formel au détriment du secteur informel comme dans le cas du PIB par habitant.

16. Le PIB par habitant et les taux de rémunération des non qualifiés sont destinés à déterminer le niveau de revenu par personne. Une autre mesure, l'Indice de Gini, va plus loin et évalue le degré total des inégalités et distribution de revenu dans une société. Un coefficient Gini de 1,0 signifie une parfaite inégalité et distribution de revenu, avec un seul membre de la société, contrôlant théoriquement toutes les richesses. Une valeur zéro implique une parfaite égalité avec chaque membre de la société ayant une part de richesse équivalent à $1/x$, x étant le nombre total de la population.

17. Le développement des indicateurs de revenu pour le suivi et l'analyse de la pauvreté a pour objectif fondamental de déterminer les lignes de pauvreté sur la base desquelles les barrières entre les pauvres et les non pauvres sont démarquées. Les lignes de pauvreté employées dans ce contexte sont de deux types qui sont : la pauvreté relative et la pauvreté absolue. La pauvreté relative signifie des mesures comparatives de privation ou de dénuement entre les ménages, basées sur la distribution des revenus dans un pays donné. La ligne de pauvreté relative pourrait être déterminée soit en plaçant de côté, une proportion arbitrairement choisie de la population d'un pays (par exemple inférieure à 20 ou 30%) et la considérer comme pauvre, soit en fixant, la ligne de pauvreté au niveau d'une fraction de dépense moyenne arbitrairement choisie.

18. De l'autre côté, la pauvreté absolue émane du niveau des dépenses essentielles pour un ensemble de biens permettant aux ménages ou aux individus de satisfaire un minimum acceptable des besoins humains fondamentaux. L'exemple typique est la consommation nutritionnelle minimum journalière (en termes de calories) qui pourrait être une combinaison de produits alimentaires achetés et produits à laquelle on ajoute des dépenses liées aux produits non alimentaires pour arriver à la ligne de pauvreté. L'inconvénient de cette méthodologie est qu'elle nécessite des considérations et difficultés spécifiques à la culture pour déterminer ce qui constitue le panier de consommation alimentaire minimum acceptable et les dépenses liées aux produits non alimentaires.

19. Suivant le calcul des lignes de pauvreté relative ou absolue, plusieurs techniques peuvent être employés pour déterminer le nombre de pauvres parmi la population d'un pays. L'indice de comptage représente la proportion de la population dont le niveau de vie mesuré (consommation) est au dessous de la ligne de pauvreté, l'inconvénient de cette mesure est qu'elle n'indique pas à quel niveau de la ligne de pauvreté se trouve le revenu moyen du pauvre (intensité de la pauvreté) ou la répartition des individus aux différents niveaux au dessous de la ligne de pauvreté (sévérité de la pauvreté). Comme résultat,

l'indice de comptage n'est pas convenable pour certains types d'analyse tels que l'impact de certaines politiques sur le pauvre.

20. Les autres mesures qui peuvent corriger les insuffisances de l'indice de comptage sont l'indice de l'écart de pauvreté et l'indice de FGTP². L'indice de l'écart de pauvreté constitue la différence qu'il y a entre la ligne de pauvreté et le revenu moyen du pauvre. En d'autres termes, il mesure l'intensité de la pauvreté. L'indice de FGTP attaque le problème de la sévérité de la pauvreté. Plus le revenu de la ligne de pauvreté est bas, plus la sévérité de la pauvreté est grande, et plus la pauvreté est sévère, plus la société désire aider les pauvres. C'est précisément cette situation que l'indice de FGTP tente de mesurer en utilisant une sorte de méthodologie basée sur une approche pondérée. Même si l'indice de FGTP est une mesure utile de sévérité de la pauvreté, il est difficile et complexe à communiquer.

21. Comme il a été dit plus tôt, la pauvreté est à facettes multiples et la mesurer uniquement en terme de revenu n'est ni approprié ni réaliste. Il n'est pas suffisant pour le pauvre d'avoir un revenu, ce qui est plus important, est qu'il puisse utiliser ce revenu pour satisfaire ses besoins les plus fondamentaux y compris l'éducation et les soins de santé. Ceci suppose la nécessité d'employer des indicateurs non liés au revenu pour mesurer la pauvreté. On peut citer comme indicateurs de santé; le taux de mortalité infantile, le taux de fécondité, le taux de mortalité des enfants en bas âge, le taux de l'espérance de vie, la disponibilité et la consommation des calories par habitant et la malnutrition des enfants. Les indicateurs sont particulièrement destinés à évaluer le "bien être" humain dans le cadre de la survivance et de la nutrition. D'autres mesures importantes sont la protection contre les maladies et l'accès aux soins de santé. Les indicateurs communément appliqués pour mesurer la protection contre les maladies incluent le taux d'infection des maladies, l'accès à l'eau potable et la couverture vaccinale. L'accès aux soins de santé est mesuré par des indicateurs tels que l'accès aux services de santé, le nombre d'individus par médecin, la mortalité maternelle et les accouchements sans assistance. Le tableau 2 donne quelques idées sur les indicateurs de santé dans quelques pays africains choisis.

22. Tout comme les services de santé, l'accès des pauvres aux opportunités d'éducation est un indice crucial du bien-être. Dans ce contexte, les mesures d'importance pour les décideurs sont surtout l'accès à l'éducation et la réussite. Les deux indicateurs déterminant l'accès à l'éducation sont les ratios bruts et net de recrutement rapportés par niveau primaire/secondaire, garçon/fille et rural/urbain. Les ratio net de recrutement excluent les taux moyens d'étudiants et des redoublants et ceci les rend plus appropriés que les ratio bruts de recrutement. L'inconvénient de ces derniers est qu'ils sont rarement disponibles. Les réussites en matière d'éducation nécessitent l'application d'indicateurs tels que les taux d'alphabétisation des adultes, les notes d'examen, les taux de redoublement et les taux d'achèvement des études. L'avantage que présente les taux d'alphabétisation est qu'ils sont toujours disponibles. Une attention particulière devrait être accordée à la nécessité d'analyser minutieusement les disparités entre garçons/filles et urbain/rural en vue d'évaluer équitablement les opportunités d'éducation.

23. Un facteur prépondérant pour les pays africains en particulier, est la mesure de la pauvreté qui met l'accent sur les disparités entre les genres. La réduction de l'écart entre les genres en matière d'éducation peut avoir des effets considérables sur la santé et le développement durable. Par exemple, les études de la Banque mondiale ont indiqué que l'éducation des femmes constitue probablement la seule mesure importante qu'un pays peut prendre pour combattre la pauvreté. Les résultats des recherches

² Foster-Green-Thorbecke (FGTP) index.

effectuées par King et Hill (1993) ont révélé clairement que, si les politiques en matière d'éducation encouragent l'investissement dans l'éducation des filles, les résultats seraient positifs non pas uniquement en termes d'espérance de vie pour les hommes et femmes et des niveaux de fertilité mais aussi en termes de mortalité infantile et maternelle. Certaines données ont montré que "une augmentation de 10% de la scolarisation des filles pourrait réduire la mortalité infantile de 4,1 décès pour 1000 naissances vivantes en cas d'études élémentaires et de 5,6 décès en cas d'études secondaires" (Nations Unies 1995). Les disparités entre les genres sont toujours visibles dans plusieurs pays africains. Le tableau 3 décrit les ratios bruts de scolarisation au niveau primaire entre garçons et filles dans quelques pays africains.

2.2 Ampleur de la pauvreté et les facteurs qui l'aggravent

24. C'est 1,1 milliards de personnes qui sont touchées par la pauvreté à travers le monde, représentant un cinquième de l'humanité (IFAD, 1995). Le nombre de pauvres en Afrique a augmenté de deux tiers entre 1970 et 1985. Etant de 180 millions en 1985, le nombre est projeté à 265 millions en l'an 2000. Vu l'évolution des tendances actuelles, avec 16% des démunis mondiaux, le nombre des pauvres en Afrique, pourrait passer à 30% à la fin du siècle (Lele et Adu-Nyako, 1991). Bien que des données précises soient difficiles à obtenir, la plupart des pauvres en Afrique vivent en zone rurale et survivent grâce à des activités agricoles. Au Ghana par exemple, 80% des pauvres vivent en zones rurales. Ce chiffre est bien plus élevé dans des pays comme Madagascar (92), Côte d'Ivoire (96) et Malawi (99). Le tableau 4 présente le pourcentage des populations qui vivent au dessus du seuil de pauvreté dans quelques pays africains choisis.

25. La pauvreté en milieu urbain est également très sévère dans certains pays africains. L'urbanisation massive, le coût élevé de vie et l'absence relative des mécanismes traditionnels effectifs de sécurité exercent une énorme pression sur les niveaux de vie urbains (Banque mondiale 1995b). Comme le taux d'urbanisation en Afrique s'accroît en raison surtout de la migration rurale urbaine, la proportion de la population vivant en zone urbaine, estimée à 23% en 1970 a atteint presque 34% en 1990. Elle est projetée à 47% en l'an 2010. L'une des principales causes de la pauvreté urbaine est l'expansion explosive et non planifiée des centres villes comme démontré dans le tableau 5.

26. Le tableau 5 met en évidence qu'une grande partie de la population en Afrique vit également en milieu urbain jusqu'en 1970, le Caire est l'unique centre métropolitain qui abrite plus de 2 millions d'habitants. En 1990, le nombre de sa population avoisine 10 millions. Puis ce fut le tour de Lagos, Kinshasa, Casablanca, Alger, Khartoum, Addis-Abeba et Dar es Salaam. A la fin du siècle, l'Afrique pourrait compter plus de 50 centre-villes de plus d'1 million d'habitants. L'implication d'une telle expansion de la population est assez visible sur l'alimentation, l'emploi, le transport urbain, les services de santé et d'hygiène, les systèmes éducatifs et même les développements politiques.

27. En Afrique, les pauvres des milieux rural et urbain sont généralement composés des marginaux, des vieux cultivateurs, des infirmes, des femmes, des locataires, des métayers, des agriculteurs sans terres, des chômeurs urbains, des ménages à faibles revenus, des réfugiés et des personnes déplacées. Actuellement, l'Afrique compte plus de 6 millions de réfugiés. Selon IDS (1994-95), le nombre de réfugiés en Afrique subsaharienne est estimé à 15 millions soit un équivalent de 1 réfugié pour 40 africains. En 1994, plus de 1,4 millions de réfugiés ont fui vers le Zaïre. Dans la même année, 413 000 réfugiés ont fui vers la Tanzanie et 310 000 vers le Burundi vers la fin de 1993, près de 1,3 millions de réfugiés ont quitté le Mozambique; 780 000 le Burundi; 701 000 le Libéria; 490 000 la Somalie et 421 500 l'Erythrée.

28. La situation de ces réfugiés est pathétique. Ils mènent une vie de misère et de dénuement. Ils fuient invariablement leurs pays les moins vides "Certains d'entre eux vivant sur des trottoirs sous des morceaux de plastiques ou sous des ponts ainsi que dans des maisons délabrées et fouillant les ordures pour survivre (CEA/FAO, 1994). Le nombre de réfugiés, tel qu'il se présente est de loin inférieur à celui des personnes déplacées (17 millions) dont la vie normale a été bouleversée par les conflits armés. Parmi celles-ci, 4 millions vivent au Soudan, 4 millions en Afrique du Sud, 2 millions au Rwanda, 2 millions en Angola, 2 millions au Mozambique, 1 million au Libéria, 700 000 en Somalie, au Zaïre et 500 000 au Burundi et en Ethiopie. Le tableau donne une information plus détaillée sur les réfugiés et les populations civiles déplacées.

29. L'analyse qui suit, donne grandement une image de la pauvreté en Afrique et de son ampleur. Une question pourrait être posée. Quelles sont ses causes? Les causes de la pauvreté en Afrique sont essentiellement celles de son sous-développement et elles sont nombreuses, variées et complexes. Pour certains, les causes de la pauvreté en Afrique sont "la guerre civile, les conditions climatiques néfastes, ainsi que la faiblesse persistante de la croissance des exportations qui ont été entravées par des taux de change surévalués, une faible demande des produits de base dans les pays industriels et la réduction de l'aide de la communauté internationale (République de Botswana 1994). Pour d'autres, elles sont d'origine coloniale telles que la balkanisation politique et le dysfonctionnement des structures du pouvoir; les modèles inappropriés de développement qui mettent l'accent sur le capital intensif et l'investissement dans l'industrie plutôt que sur le travail intensif et l'agriculture menant à la croissance; la dépendance à l'égard des projets, des donateurs et de l'assistance extérieure; la négligence des produits alimentaires de subsistance dans le développement technologique; les termes d'échange défavorables et le manque d'attention à la protection de l'environnement (Kingsbury, Brown and Poukouta, 1995).

30. Etant donné que la pauvreté en Afrique est dans la plupart des cas un phénomène rural, et que les pauvres des milieux ruraux et de loin plus nombreux et plus démunis que ceux des milieux urbains, selon certains spécialistes, les causes devraient être recherchées dans les facteurs qui sont à l'origine de la lente performance du secteur de l'agriculture. Ceci est particulièrement vrai dans des pays comme la Namibie où 75% des pauvres dépendent du secteur agricole (Cleaver and Donovan, 1995). Parmi les plus importantes causes, on peut citer un climat politique inapproprié; des services de soutien inadéquats, en particulier dans le domaine de la recherche, et en matière d'extension; une faiblesse de la technologie de production agricole; une pénurie d'intrants agricoles; une fréquence de la sécheresse et une irrigation limitée; une baisse de la fertilité du sol et une déforestation intensifiée ou une réduction du couvert végétal (Banque mondiale, 1994, a).

31. Pratiquement toutes les questions relatives au sous-développement peuvent expliquer la pauvreté de l'Afrique parce que les causes ont un caractère complexe et hétérogène. Cependant, il est plausible de soutenir que la mauvaise performance du secteur agricole est largement responsable de la pauvreté de l'Afrique étant donné qu'il compte pour plus de la moitié du PIB de la région et 80-90% de la population, la mauvaise performance du secteur et, en effet, de tout le système économique de la région est imputable à un nombre de facteurs dont certains ont été mentionnés plus tôt. On peut citer brièvement, la faiblesse des marchés d'exportation; la baisse de la demande des produits de base; la lenteur de croissance dans les pays industrialisés; la montée des dettes et des paiements des services de dette; la faiblesse des structures internes de production; la faiblesse des infrastructures et des facilités de soutien; l'inadéquation des stratégies de politique et de planification; l'insuffisance de l'aide financière; l'épuisement des ressources naturelles; la fréquence de la sécheresse; l'instabilité politique et les conflits armés.

32. Tous ces facteurs ont des effets directs et indirects sur la situation de l'africain pauvre, à travers entre autres, la baisse de la production alimentaire qui entraîne une insécurité alimentaire grandissante; une baisse de revenu par habitants; des opportunités d'emploi radicalement limitées; une montée des prix et une réduction des services sociaux en particulier l'éducation, l'hygiène et les soins de santé. La situation du pauvre et aggravée par d'autres facteurs qui sont également (en termes d'impacts) liés aux diverses causes déjà mentionnées. Les questions les plus importantes relatives à ces facteurs peuvent être groupées en catégories ci-après : croissance de la population; système foncier; programmes d'ajustement structurel, rareté de l'eau et de carburant, pandémie du SIDA et conflits armés. Bien que tout ceci soit important, l'analyse est uniquement portée sur les questions les plus saillantes telles que la croissance de la population et les programmes d'ajustement structurel.

2.2.1 Croissance de la population

33. La population de l'Afrique, qui était de 744 millions en 1995 est appelée à doubler dans les 23 ans qui suivent si toutefois le taux actuel de la croissance annuelle qui est d'environ 3% est maintenu (Nations Unies, 1995). Le rythme par lequel le taux de la population s'accroît pourrait avoir des implications sérieuses sur la disponibilité des produits alimentaires par habitant, l'exploitation durable des ressources naturelles, la qualité des services sociaux et les opportunités d'emploi, alors que tous ceux-ci soutiennent les efforts visant à combattre la pauvreté. Le taux de croissance de la population en Afrique est le plus élevé par rapport à ceux de toutes les autres régions du monde. Deux points d'importance en relation avec l'expansion de la population de la région et qui nécessitent d'être soulignés sont : la population de l'Afrique devient de plus en plus jeune et elle est caractérisée par des niveaux élevés de fécondité. La moyenne d'enfants par femme est estimée au nombre de 6 dans la région tandis qu'elle est de 3,21 en Asie et 3,05 en Amérique latine et aux Caraïbes. Non seulement les niveaux de fécondité sont élevés, les taux de mortalité infantile le sont également. Le tableau 7 montre les tendances démographiques actuelles avec les principaux indicateurs du PIB pour l'Afrique subsaharienne et quelques pays africains choisis.

34. Comme il a été souligné plus haut, la population des centres urbains ne fait que s'accroître. Le taux d'urbanisation est estimé à 5% pendant la période 1970-90. En Amérique latine, le taux d'urbanisation est de 3,43% tandis qu'il est de 3,97% en Asie du Sud. Les deux régions sont bien connues pour leurs taux élevés de croissance de la population. Virtuellement, 35% de la population en Afrique vivent actuellement dans des centres urbains comparés à 29,4% en Asie de l'Est et 29% en Asie du Sud. La population urbaine de la région est appelée à s'accroître en raison des taux élevés de fécondité et de la baisse des taux de mortalité. Par implication, cela signifie que la population urbaine de l'Afrique, estimée à 217 millions en 1990, pourrait atteindre 544 millions en l'an 2010 et 783 millions en l'an 2020. Ceci équivaut à presque l'ensemble de la population actuelle de la région et équivaut à environ 54% de sa population en l'an 2020. Tout ceci ne fait qu'empirer la situation du pauvre (Nations Unies, 1995).

35. Les conséquences précaires résultant d'une expansion de la population dans la région ne sont pas difficiles à détecter. Une croissance accélérée de la population aggrave les effets de la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Elle renforce la pression sur les infrastructures sociales déjà fragilisées en particulier le logement, l'eau et l'hygiène, la santé et les facilités en matière d'éducation; l'accroissement du chômage et du sous-emploi; les misères des quartiers pauvres et des bidonvilles ainsi que le comportement anti-social. Son impact sur l'environnement est encore plus nuisible. Compte tenu du fait, que la population s'accroît, les ressources naturelles sont surexploitées. Par exemple, les arbres

vivants sont abattus pour la combustion; les pâturages sont excessivement broutés par le bétail; le temps de jachère est écourté; les terres agricoles sont surexploitées; l'air est pollué et la pêche est excessivement pratiquée dans les rivages proches.

2.2.2 Ajustement structurel

36. Suite aux deux chocs majeurs subis par le prix du pétrole dans les années 70, un certain nombre de pays africains ont enregistré des déséquilibres macro-économiques catastrophiques. En réponse à ces chocs, plusieurs gouvernements étaient obligés d'introduire une gamme de mesures de contrôle telles que la licence d'importation, l'allocation de devises étrangères, le permis d'investissement et la réglementation des prix. Lorsque les prix des marchandises ont commencé à chuter et que les taux d'intérêt ont commencé à monter, des problèmes graves se pointent à l'horizon, dont les plus importants sont les obligations insupportables au titre du service de la dette; les déficits de la balance des paiements (en particulier les déficits enregistrés dans les comptes courants), les déficits dans les grands secteurs publics et les taux galopants d'inflation.

37. Cette mauvaise situation avait besoin de mesures de stabilisation, que plusieurs pays africains avaient déjà adoptées au début des années 80 avec l'assistance du Fonds monétaire international. Les plus importantes mesures de stabilisation étaient surtout la réduction des dépenses, l'augmentation des taxes et la réduction des importations. Cependant, ces mesures se sont révélées inadéquates pour la promotion du développement économique durable en raison des faiblesses structurelles dans l'économie des pays. Les principaux obstacles rencontrés à cet égard sont la pauvreté des infrastructures, le sous-développement des marchés, la faiblesse des ressources humaines essentielles et l'inefficacité des institutions. C'est le désir de relever ces obstacles qui entravent le développement, qui a poussé les pays africains à adopter des programmes d'ajustement structurel (PAS).

38. Depuis le début des années 80, plusieurs pays en Afrique ont adopté les PAS. Pratiquement, les 2/3 des pays de l'Afrique subsaharienne ont lancé quelques programmes de PAS (SSA/Global 2000/CASEN, 1993). Ayant à l'esprit les différents niveaux du PAS déjà lancés, les pays peuvent être classés en trois catégories différentes qui sont : a) les pays qui s'ajustent réellement et intensivement; b) les pays qui ont récemment commencé les PAS et c) les pays qui envisagent de commencer un programme d'ajustement. Dans tous les pays concernés, les objectifs du PAS visaient à réduire la taille du secteur public et améliorer sa gestion; éliminer les distorsions des prix; encourager la libéralisation du commerce et accroître l'épargne intérieure (CEA, 1989b).

39. Dans ce contexte, les pays ont continué de mettre en oeuvre des politiques de réforme macro-économique en mettant l'accent sur l'ouverture à l'investissement étranger, la dépendance vis-à-vis des forces du marché, la dérégulation du commerce et le désengagement progressif de l'état par rapport aux activités de développement. A celles-ci s'ajoutent d'autres mesures macro-économiques telles que la dévaluation des monnaies intérieures, la libéralisation des marchés de change, la suppression des contrôles de prix statutaire, la réduction de la masse monétaire en circulation à l'intérieur du pays et la réduction des déficits budgétaires à travers, entre autres, la génération de revenus additionnels et l'élimination des dépenses superflues. En 1994, l'accroissement des revenus et la baisse des dépenses budgétaires ont permis de réduire l'ensemble du déficit régional de 7% du PIB (1993) à 4% (1994). Le tableau 8 indique les tendances budgétaires et leur relation avec le PIB dans le développement de l'Afrique.

40. En ce qui concerne le secteur agricole, un certain nombre de réformes spécifiques ont été également lancées. Les mesures typiques de réforme entreprises dans ce secteur incluent la privatisation de la production agricole; la libéralisation des produits agricoles et la commercialisation des intrants; le désengagement de l'état vis-à-vis des activités agricoles, l'intensification des actions orientées vers la protection de l'environnement; la décentralisation de la prise de décision; la promotion de la participation locale dans les programmes agricoles et le maintien de la balance régionale dans le développement agricole. Au Zaïre, la production et la commercialisation des principaux produits d'exportation sont largement laissées aux soins des initiatives privées. Des mesures notables telles que la réduction des taxes et les réformes commerciales ont été prises dans plusieurs pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée Bissau, le Nigéria, la Tanzanie et le Kenya.

41. Certains spécialistes perçoivent les programmes d'ajustement structurels en cours comme catalytiseurs pour le développement agricole. L'objectif ultime du PAS visait l'expansion économique qui devait conduire éventuellement à l'accroissement du revenu et à sa meilleure distribution ainsi que celle des autres ressources, bénéficiant ainsi au pauvre. En d'autres termes, les réformes telles que la restructuration et l'amélioration des institutions du secteur public, la suppression des barrières à l'investissement, la privatisation des activités agricoles, la promotion de l'exportation, la libéralisation des prix et le développement des infrastructures sont toutes destinées à faciliter la croissance économique de façon à améliorer les activités génératrices de revenus ainsi que les services sociaux tels que l'éducation, la santé et l'hygiène qui sont d'importance majeure pour les pauvres. Pour renforcer leur assertion, les adeptes du PAS ont mis en exergue les efforts déployés pour évaluer l'impact du PAS et essaient de fournir un ensemble de paramètres statistiques, qui mettent en évidence les développements positifs survenus dans les pays en ajustement. Un exemple est indiqué dans le tableau 9 avec une référence particulière aux dépenses en matière d'éducation.

42. Comme indiqué dans le tableau, pour certains pays africains, les services éducationnels ont été améliorés après l'ajustement structurel. Par exemple, Au Burkina Faso, l'indice des dépenses en matière d'éducation était de 119 avant l'ajustement. Après l'ajustement, l'indice était passé à 134. En Ouganda, les chiffres étaient 103 et 191. Des améliorations similaires ont été enregistrées en Côte d'Ivoire, Maurice et en Zambie. En faisant spécifiquement la lumière sur l'impact positif du PAS sur le développement agricole, la Banque mondiale (1992) maintient que "les réformes ont généralement réussi à arrêter la chute des produits agricoles par habitant, rendre les termes internes du commerce plus favorables à l'agriculture et à réduire les déficits énormes enregistrés dans la disponibilité des produits alimentaires. L'expérience du Nigéria illustre bien le succès de l'agriculture qui n'était pas uniquement limité aux produits alimentaires et contrairement à la perception populaire on a également enregistré une croissance des cultures commerciales".

43. Il est indéniable que dans certains pays en état d'ajustement, la production agricole s'est nettement améliorée. En Afrique du Sud où la croissance totale du PIB est projetée à environ 3,2%, les importations de maïs ne sont plus nécessaires pour la saison de commercialisation 1995/96, en raison de la récolte exceptionnelle de maïs de 12,1 millions de tonnes enregistrée au cours de l'année 1994/95. L'Egypte a également eu une gigantesque récolte de riz. Elle a produit en 1995 près de 4,6 millions de tonnes de riz. La question qui est posée est : quelle portion de cette croissance agricole devrait être attribuable au PAS? Il existe un nombre de facteurs qui ont pu contribuer à l'amélioration de la production agricole des pays dont les plus importants sont l'abondance des pluies, la paix et la stabilité, l'investissement dans le secteur et l'amélioration des technologies.

44. L'autre facteur en faveur du PAS est que, avant son adoption, la situation dans plusieurs pays n'était pas du tout favorable aux pauvres. De l'aveu général, les produits alimentaires ainsi que les services sociaux essentiels tels que la santé et l'éducation ont été subventionnés ou soutenus par des allocations budgétaires spéciales. Cependant comme ces services n'avaient pas de cibles spécifiques, les pauvres n'ont pu en tirer aucun bénéfice. Au contraire, ce sont les populations urbaines et les ménages aisés qui en ont bien profité. Les raisons qui ont contribué à l'incapacité des gouvernements d'atteindre les pauvres sont surtout le manque de données fiables, l'absence de véritables engagements sur les réformes, la surestimation des capacités institutionnelles nationales pour opérer des réformes et les difficultés que pose le suivi de la pauvreté.

45. Même si des résultats positifs ont été obtenus après l'adoption du PAS, elles sont modestes par rapport aux prévisions. En fait, dans la plupart des cas, les résultats n'ont pas facilité l'allègement de la pauvreté. Au contraire, ils ont eu tendance à aggraver la situation des pauvres, du moins dans le court terme du fait que le PAS a engendré la réduction des opportunités d'emploi, la baisse de revenu par habitant, la montée des prix des produits alimentaires et des intrants, les grèves du pain dans certains pays et la limitation des dépenses pour les services de base tels que la santé, l'éducation et l'hygiène. Il a été reconnu que le PAS a eu également des insuffisances notoires telles que l'absence d'orientations spécifiques pour le pays et la non-incorporation des questions de l'allègement de pauvreté et de genre dans les programmes du PAS. Ceci a conduit récemment à lancer un ensemble de mesures relatives à la pauvreté dénommées programmes de sécurité sociale ou d'action sociale. En dépit de ces mesures, la situation des pauvres demeure précaire.

III. PAUVRETE ET ENVIRONNEMENT

3.1 Mode d'utilisation des ressources naturelles par les pauvres

46. Le mode d'utilisation des ressources naturelles par les pauvres dépend des liens qui existent entre la pauvreté et l'environnement, ce dernier se composant essentiellement du sol, de l'eau (souterraine et de surface), de la biodiversité (la flore et la faune) et de l'air. A l'inverse, la nature des liens existant entre la pauvreté et l'environnement dépend du niveau de la pauvreté, de sa distribution et de son type, de la nature des politiques environnementales et des variables les conditionnant telles que la pression démographique, la structure et le fonctionnement des marchés, les prix relatifs des facteurs de production, les prix à la production, les salaires et les taux d'intérêt, les techniques de production et de conservation ainsi que la santé des collectivités. En d'autres termes, l'interface entre ces variables déterminantes et les composantes de l'environnement (sol, eau, air, biodiversité, etc) conditionne le lieu recherché. Schéma 1.

47. Les activités non agricoles, l'élevage, la collecte de produits sauvages et de bois ainsi que la culture constituent la principale source de revenu des pauvres. Pour satisfaire leur besoin de revenus agricoles et non agricoles les pauvres ont conçu diverses stratégies d'adaptation ou de survie dont la plupart sont liées à l'utilisation des ressources naturelles. D'après Akunmadewa (AED, 1995) nombreux sont ceux qui se nourrissent aujourd'hui d'aliments inhabituels, utilisent les marmites locales ou le bois de chauffe, achètent de la nourriture à crédit au lieu de travailler, s'adonnent à d'autres activités, vendent les avoirs acquis par le passé, se refusent tous les loisirs, cherchent la consolation en Dieu (dans la prière), emballent les restes dans les soirées, retardent le mariage, se rendent à pied à l'école et s'enfuient vers les villes ou les fuient. Les pauvres des zones rurales, en particulier ont une base de ressource plus

étendue que leur propres régions. Ils s'adonnent à la collecte de fruits, de noix, de poisson, de gibier, de racines, des feuilles, de fibres, de roseaux, d'engrais et de bois.

48. La fréquence et l'intensité de l'emploi de ces stratégies d'adaptation ou de survie s'accroîtront si l'une quelconque des variables déterminantes tend à créer des difficultés. En Tanzanie par exemple, les pêcheurs artisanaux utilisent de la dynamite pour accroître leur moisson de poisson; pratique qui endommage l'environnement marin (République-Unie de Tanzanie 1993/94-1995/96). Au Sahel, les pauvres dépendent largement, pour la nourriture, des terres de basse qualité culturale; ils dépendent, pour l'élevage et la collecte des aliments des terres d'accès ouvert (terres sans maître). Cette pratique de survie due à la faible productivité des sols a un effet dommageable sur l'environnement. En Ethiopie, la pénurie des terres a poussé les agriculteurs à accroître leurs surfaces cultivées au détriment à la fois de la jachère et du pâturage, avec des récoltes qui poussent sur des sols plus marginaux, plus escarpés et pauvrement arrosés. Dans d'autres régions d'Afrique sub-saharienne des pratiques semblables ont entraîné la conversion en terres de culture de vastes zones de terre sèches, de fonds de vallées fluviales des savanes et des forêts, portant ainsi atteinte au fragile environnement de la région.

49. Traditionnellement, les pays s'adaptaient à la fragile écologie de l'Afrique en laissant les terres en jachère pendant de longues périodes et en mettant en oeuvre des méthodes complexes de cultures multiples visant à minimiser les risques et à maximiser la rentabilité de la production. Aujourd'hui, ces méthodes sont abandonnées en partie en raison de l'accroissement démographique rapide et du manque de terres. Dans les pays disposant de peu de terres cultivables et connaissant des taux d'accroissement démographique en hausse, comme le Kenya, le Malawi et le Rwanda, les périodes de jachère ne sont plus suffisamment longues pour permettre de restaurer la fertilité du sol. Pour faire face à la situation, les agriculteurs se sont vu contraints, soit de la cultiver de plus en plus de terres marginales ou de migrer vers les zones de forêt humide, accentuant ainsi les problèmes de dégradation de l'environnement.

3.2 Rôle des pauvres dans la conservation et le développement des ressources naturelles

50. Généralement, la nature même de la situation de pauvreté critique dans laquelle se trouvent les pauvres peut leur rendre difficile de jouer un rôle actif dans la conservation et le développement des ressources naturelles. Le problème des pauvres en Afrique, c'est non seulement "la pauvreté de bien être" mais aussi "la pauvreté d'investissement". Autrement dit, le fait qu'ils aient un excédent de revenu au-dessus du minimum vital mais au-dessous de la "ligne de pauvreté" ne signifie pas qu'ils soient en mesure d'investir une partie de leur modeste excédent de revenu dans la conservation et le développement des ressources naturelles. Le peu de revenu qu'ils possèdent leur permettrait de faire face à leurs besoins minima de survie. Il ne leur permet cependant pas d'investir dans la protection de l'environnement parce qu'ils sont aussi "pauvres d'investissement". A utiliser purement et simplement le critère de "pauvreté de bien être", on peut perdre de vue les groupes potentiellement considérables de ménages qui ne sont pas "absolument pauvres", si l'on s'en tient à la définition habituelle axée sur la consommation, ils sont trop pauvres dans la mesure où leur surplus supérieur au minimum vital est encore trop modeste pour permettre d'importants investissements dans la conservation ou l'intensification.

51. Nonobstant ce qui précède, les pauvres des zones rurales, ont au fil des années, joué quelque rôle dans la conservation et le développement des ressources naturelles. Les activités les plus importantes dans lesquelles ils ont été engagées comprennent la plantation des arbres, les cultures en terrasses sur une vaste échelle, les cultures en courbes de niveau, l'utilisation de bandes de terre pour empêcher l'écoulement des eaux et l'érosion du sol, l'agriculture sans labour, la culture diversifiée, l'agricultrue

en allées, l'utilisation des intrants non chimiques tels que les déchets animaux, l'édification des barrages de cailloux pour conserver l'eau et le sol. Au Zimbabwe, les paysannes ont utilisé des types variés de graines en vue de diversifier les cultures traditionnelles pour les besoins de multicultures. Le succès de leurs efforts apparaît pendant la sécheresse de 1992 beaucoup moins durement ressentie qu'auparavant.

52. En dehors de leur modeste excédent de revenu, d'autres facteurs importants empêchent les pauvres de s'engager dans des activités se rapportant à la conservation et au développement des ressources naturelles. Ce sont des activités qui exercent peu ou pas d'attraction sur les pauvres en terme d'avantages financiers, en raison des coûts en hausse des activités de conservation et de développement des ressources naturelles, de l'incapacité des pauvres à augmenter les rendements et à minimiser les risques en matière de sécurité alimentaire des ménages, de la contradiction manifeste (parfois) entre leurs besoins et les exigences de travail du cycle agricole et des difficultés qu'ils éprouvent à avoir libre accès aux facteurs de production dont la terre et les techniques améliorées. La pénurie chronique d'eau et de bois de chauffe empêche également les pauvres de jouer un rôle actif dans la conservation et le développement des ressources naturelles. Les femmes et les enfants parcourent quotidiennement à pied une distance moyenne de 6 kilomètres à la recherche d'eau et de bois de chauffe.

IV. MESURES D'ATTENUATION DE LA PAUVRETE

4.1 Mesures prises par les pouvoirs publics

53. Généralement parlant, il est extrêmement difficile de tracer une ligne de démarcation entre les mesures d'atténuation de la pauvreté prises par les pouvoirs publics et celles qui sont l'oeuvre d'autres acteurs, en particulier les donateurs bilatéraux et multilatéraux comme la Banque mondiale et l'Union européenne. C'est que parfois certaines mesures de lutte contre la pauvreté sont appliquées conjointement. Dans certains cas des mesures élaborées par les donateurs sont appliquées par les pouvoirs publics. Dans d'autres, les mesures peuvent être fondées sur le partage des coûts, l'essentiel de ceux-ci étant supporté par les donateurs. Néanmoins, l'on s'est efforcé dans les paragraphes qui suivent de mettre brièvement en exergue et à titre d'exemple, certaines de ces mesures dans l'application desquelles, les Etats de la région ont pris une part considérable.

4.1.1 Programmes spéciaux en faveur des pauvres

54. Un grand nombre de pays africains ont compris aujourd'hui la nécessité d'élaborer des programmes spéciaux en faveur des pauvres. C'est ainsi qu'au Mali une attention prioritaire est accordée aux couches les plus pauvres de la population. Treize millions de francs CFA provenant d'un fonds de sécurité sociale créé à cet effet ont été consacrés aux besoins immédiats des pauvres. Le fonds devrait permettre aux populations vulnérables d'avoir accès aux services sociaux de base. Au Zaïre, un projet est en cours d'exécution avec le concours de la France. Il a pour objectif de mettre des crédits à la disposition des couches les plus défavorisées de la population.

55. Au Burkina Faso, un projet concernant la sécurité alimentaire et la nutrition s'efforce d'améliorer le sort des groupes aux bas revenus dans les zones frappées par la sécheresse. Au niveau des ménages, le principal objectif est d'aider les pauvres des régions rurales à diversifier leurs sources de revenu et à améliorer leur ration alimentaire. En Zambie, les pouvoirs publics ont pris de nombreuses initiatives pour soutenir les populations les plus exposées aux effets pervers des réformes économiques. Trois programmes ont été adoptés; il s'agit d'un programme de prévention de la malnutrition (PPM), d'un

programme nourriture - contre - travail et d'un programme d'auto-assistance urbaine (PAAU), visant tous à fournir une assistance à court terme.

56. Au Malawi, des mesures ont été engagées visant à améliorer les conditions de vie des pauvres grâce à la promotion du capital humain, la création d'emplois et le relèvement des revenus. Au Sénégal, le gouvernement a décidé d'élaborer un programme d'action destiné à combattre la grande misère. Un comité consultatif composé de ministres est chargé d'examiner les types d'actions nécessaires. Au Zimbabwe, une étude sur les mesures concernant un plan d'action global d'atténuation de la pauvreté était préparée pour être présentée à la réunion du Groupe consultatif tenue à Paris en décembre 1993. L'étude visait à renforcer les programmes sociaux ciblés et en élargir le cadre global, ainsi que la couverture et l'incidence, tout en mettant un accent particulier sur la création d'emplois et l'autosuffisance.

57. En Ouganda, l'Etat a renforcé son rôle dans la sauvegarde du bien-être et des intérêts des travailleurs et poursuivi son assistance aux personnes vulnérables et défavorisées telles que les enfants et les réfugiés. Comme au Sénégal, un programme national d'action a été mis en place (République d'Ouganda, 1993). On assiste à des orientations similaires en Tanzanie, à Maurice et au Kenya. C'est ainsi qu'au Kenya, une enquête nationale a été lancée vers la fin de 1992, qui porte sur le contrôle et l'évaluation du bien-être familial. Son objectif était d'identifier les pauvres en vue d'une intervention ciblée (République du Kenya, 1994/95).

4.1.2 Amélioration des services sociaux

58. En raison de leur préoccupation pour le sort des pauvres, un certain nombre de pays africains se sont efforcés d'améliorer les services sociaux tels que les soins de santé primaires, l'éducation et les services d'hygiène. En Afrique subsaharienne, il n'y avait que 5 médecins et 35 infirmières pour 100 000 personnes au début de 1970. Les chiffres actuels sont de l'ordre de 10 et 50 respectivement en dépit de variations considérables dans des pays comme l'Ethiopie (un médecin pour 29 000 personnes) et le Gabon (un médecin pour 3 000 personnes). La tendance enregistrée dans le domaine de l'éducation est également encourageante. En 1970, le taux d'alphabétisation féminine s'établissait à 38% du taux d'alphabétisation masculine. En 1990, ce chiffre se montait à 58%. En 1960, seulement 16% de filles étaient inscrites à l'école primaire. En 1990, ce chiffre se montait à 62% (CEA/UNICEF, 1995).

59. Au niveau national, des améliorations nettes sont visibles. Au Zimbabwe, les années 80 ont vu un développement incroyablement considérable des possibilités d'éducation. L'éducation est devenue gratuite pour pratiquement 98% des enfants d'âge scolaire. En outre, l'utilisation de méthodes d'éducation à distance a permis d'accroître le nombre d'enseignants qualifiés qui est passé de 3 082 en 1979 à 15 574 en 1989. En Ouganda, sur les 520 écoles primaires qui devaient être construites dans 12 districts, 251 écoles primaires dotées de 2114 salles de classe ont été construites (République d'Ouganda, 1993-1994). Au Ghana, un grand programme de réforme de l'enseignement est en cours. Pas moins de 150 nouvelles écoles primaires et secondaires ont été ouvertes (République du Ghana, 1994).

60. Un des signes visibles de la volonté des pays d'améliorer les services sociaux est la manière dont ils affectent les ressources. Pratiquement 20% du budget annuel du Zimbabwe est consacré à l'éducation. Au Niger, la part de l'éducation dans les dépenses ordinaires est passée de 33% en 1981 à 44% en 1989. A Madagascar, l'enseignement primaire et secondaire a absorbé quelque 94% du budget total national consacré à l'éducation contre 74% en 1977. Le budget consacré rien qu'à l'enseignement primaire est passé de 43% à 58% pendant la même période. A Maurice, la part de l'éducation dans le budget annuel

total du pays atteint maintenant le taux de 13,3% (République de Maurice, 1994). Un pourcentage considérable de ce budget est affecté à l'enseignement primaire.

61. Parallèlement, des efforts sont également déployés pour promouvoir les services de santé avec l'apport de ressources additionnelles dans certains pays. Au Malawi, le Gouvernement a décidé d'allouer 15% de son budget d'investissement total aux services de santé. Au Botswana, la stratégie de l'Etat en matière de soins de santé vise à élargir les services de santé (notamment les dispensaires mobiles) aux zones rurales et a décidé, à cet égard d'y consacrer 30% de son budget pour 1994-1995. Une partie de ce montant devrait être utilisée pour améliorer l'infrastructure connexe. Pratiquement 27,1% du budget de la santé à Madagascar était affecté aux soins de santé primaires et à la lutte contre les maladies endémiques. On pense néanmoins, qu'un pourcentage plus élevé des budgets de la santé dans les pays est consacré à la médecine curative et aux soins chirurgicaux, la promotion sanitaire et la prévention des maladies étant généralement négligées (ONU, 1995).

4.1.3 Stratégies en matière de politiques et de planification en faveur des pauvres

62. Les stratégies en matière de politiques et de planification semblent, dans la plupart des pays, favorables aux pauvres. Un aspect crucial de la stratégie d'action du Botswana qui porte, entre autres, sur la lutte contre la pauvreté, consiste à identifier et encourager la répartition pour la création de fermes privées et commerciales, la culture, la gestion de la faune et de la flore, l'instauration de zones protégées et le développement urbain. Au Soudan, la politique visant à louer à bail des terres agricoles, stipule que 15% des terres soient réservées aux ceintures de logements (FAO, 1992). De telles stratégies propices à la protection de l'environnement sont favorables aux pauvres dans la mesure où elles favorisent entre autres des modes d'exploitation améliorés de la terre, la préservation des conditions climatiques et des ressources naturelles. Un objectif majeur d'une étude générale entreprise récemment par la République centrafricaine est la lutte contre la pauvreté grâce au développement durable et à la protection de l'environnement. Un objectif important au Zimbabwe consiste à convaincre les agriculteurs blancs (directement ou indirectement) de vendre leurs terres au Gouvernement pour une redistribution aux agriculteurs noirs sans terre qui ont été dépossédés au départ de leurs exploitations. A cet égard, une loi régissant l'acquisition de terres a été promulguée en 1993.

63. Au Mozambique, le Gouvernement a décidé d'améliorer les contrôles de prix des denrées alimentaires de base. Les grossistes et les détaillants ont été amenés à réduire leurs marges bénéficiaires. Au Kenya, le National Cereals Produce Board (Conseil national pour la production de céréales) est toujours chargé de maintenir des réserves stratégiques de denrées alimentaires de première nécessité pour assurer une sécurité alimentaire suffisante. En Ouganda, une des recettes adoptées pour la croissance est de libéraliser et de privatiser le secteur agricole. Le commerce et les taux de change ont été libéralisés. Les contrôles de prix ont été allégés et les monopoles d'Etat ont été abolis. En outre, les résultats du secteur public ont été améliorés. Ces réformes ont permis à l'économie du pays d'accuser un taux de croissance annuel de 6% pendant la période 1987-1994.

64. Le budget de développement du Ghana en 1994 était essentiellement axé sur la génération de revenus et la lutte contre la pauvreté grâce à la redistribution des revenus et à l'amélioration des conditions de vie rurales. Les efforts portaient sur la construction de routes de desserte, l'électrification rurale et l'amélioration de l'approvisionnement en eau. Les objectifs en matière de développement agricole de la Tanzanie étaient notamment d'accroître la production et la productivité; d'augmenter les revenus; d'atteindre un niveau d'autosuffisance alimentaire et de sécurité alimentaire plus élevé; de

produire et de fournir des matières premières pour des usages industriels; et de promouvoir la viabilité de l'environnement (République-Unie de Tanzanie, 1993/1994-1995/1996). Dans ce contexte, un rang de priorité élevé est accordé à la petite exploitation agricole. Les objectifs de la Tanzanie en matière de production pour les principales cultures vivrières pour la période 1992/1993-1995/1996 figurent au tableau 10.

65. Au Zimbabwe, les réformes générales déjà entreprises se poursuivent. Les principaux aspects de ces réformes sont la suppression des subventions, la dévaluation du dollar zimbabwéen (18%); hausse vertigineuse des prix de certains biens et services; l'abolition des licences d'importation; la réforme parapublique; et l'autorisation pour les exportateurs de conserver une partie des recettes en devises, jusqu'à 100% (République du Zimbabwe, 1994). Une des préoccupations fondamentales de Maurice est de juguler l'inflation. Cette dernière a été maintenue à 9,5% maximum et devrait tomber à 5%. Parmi les autres mesures de politiques prises dans le pays, figurent la suppression du contrôle à l'octroi de crédit et du contrôle des changes de même que la création d'un fonds pour les planteurs de sucre et les employés travaillant dans ce domaine en vue d'assurer la participation équitable des planteurs et des employés. Une autre mesure consiste à appuyer la participation élargie des petits planteurs.

66. Au Nigéria, la création d'emplois est un objectif de politiques prépondérant en particulier pour les jeunes. L'impôt sur le revenu personnel et les taxes prélevés sur les produits essentiels ont été réduits. Par ailleurs, l'accès aux denrées alimentaires pour toutes les couches vulnérables de la population a été facilité avec la fixation de prix abordables pour les consommateurs. La création d'un conseil pour la protection des consommateurs a été proposée. Un appel a été lancé à la nation pour qu'elle retourne à la terre (Nigéria, 1995). En Zambie, les réformes des politiques sont également intensifiées, avec pour objectif de renforcer le secteur privé, de supprimer les obstacles juridiques, d'accroître l'investissement dans la production, et d'améliorer les modes de propriété foncière. Au Kenya, l'importation hors taxe et sans TVA d'intrants agricoles, la fixation de prix garantis aux producteurs pour les produits alimentaires de première nécessité et l'octroi à temps de crédits agricoles constituent un objectif primordial en matière de politiques.

4.1.4

Réduction des inégalités entre hommes et femmes

67. Les domaines dans lesquels on a essayé d'atténuer les inégalités entre hommes et femmes sont notamment ceux de l'agriculture, l'alphabétisation fonctionnelle, la nutrition, la santé maternelle et infantile et l'éducation. Plusieurs pays africains se sont, par exemple, efforcés d'accroître la proportion de femmes enseignantes dans les écoles, étant convaincus que ceci permettra d'accroître le nombre de filles inscrites et de réduire le nombre d'abandons scolaires. Le nombre croissant d'élèves ayant abandonné leurs études, sans aucune qualification professionnelle, constitue un facteur important qui a aggravé la pauvreté en Afrique. Des pays comme le Malawi ont, depuis 1992, adopté un système de quotas pour accroître le nombre de filles inscrites dans les écoles. L'Etat a réservé 33% des places disponibles dans les écoles secondaires aux filles.

68. En Ouganda, des efforts intenses sont déployés pour renforcer le rôle des femmes dans le développement. L'Association des femmes ougandaises examine un projet de constitution visant à changer les législations ou les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes. Un projet relatif au renforcement du rôle des femmes dans le développement a pour objectif d'éduquer les femmes quant à leurs droits juridiques et à leur accès aux ressources et aux services, y compris l'éducation. Au Cameroun, un projet de lutte contre la pauvreté tente de créer des possibilités d'emplois et d'augmenter

le pouvoir d'achat des groupes défavorisés, en particulier celui des femmes, par le canal d'un fonds social qui appui les initiatives des femmes. Au Bénin, un projet relatif au développement de la main-d'oeuvre vise à améliorer la qualité et l'adaptabilité de la main-d'oeuvre grâce à des activités de formation, avec une attention particulière pour les femmes.

69. L'un des aspects fondamentaux du projet relatif aux ressources humaines au Cameroun est le fait qu'il vise à accroître les possibilités pour les femmes de participer pleinement au développement sur un pied d'égalité avec les hommes et d'avoir un grand accès aux ressources. En République centrafricaine, un projet relatif à l'éducation fondamentale a pour principal objectif la mise au point et l'application de la planification stratégique pour les dépenses et l'investissement sectoriels, avec un accent particulier sur la qualité de l'enseignement et l'enseignement fondamental pour les femmes. Un projet d'investissement dans le secteur de l'éducation a été élaboré au Congo pour étayer les réformes de l'enseignement avec une attention particulière pour les femmes. L'un des objectifs d'un projet de développement des marchés en Ethiopie consiste à introduire un programme expérimental d'accroissement des revenus/de développement de l'esprit d'entreprise à l'intention des femmes.

70. En Côte d'Ivoire, un projet pilote sur les femmes dans le développement se trouve dans la première phase d'un programme à moyen terme visant à instaurer un processus viable pour le renforcement des capacités institutionnelles des services d'appui afin de mieux traiter les questions relatives aux femmes en vue de a) améliorer les systèmes de culture des femmes rurales qui y participent et leur aptitude à commercialiser leurs produits; b) améliorer les compétences des femmes urbaines travaillant dans des instituts s'occupant de l'éducation des femmes; et c) changer la perception qu'ont les personnes intéressées et la société d'une manière générale du rôle des femmes. En Gambie, un projet relatif aux femmes dans le développement vise à a) améliorer la productivité des femmes et leur aptitude à générer des revenus; b) améliorer leur bien-être et leur condition; c) renforcer les institutions du secteur public afin de leur permettre de mieux traiter des questions relatives aux femmes; et d) modifier la perception qu'ont les gens du rôle des femmes. L'état d'avancement du projet est satisfaisant et l'accès des femmes aux services de vulgarisation par exemple, est passé de 5% en 1989 à 65% aujourd'hui (Banque mondiale, 1995).

71. En Guinée, un projet relatif à l'amélioration de l'école a été élaboré pour approfondir et développer les initiatives du secteur national qui avaient déjà été entreprises dans le but d'intensifier les interventions au niveau de l'école afin d'améliorer la qualité de l'éducation et la participation des filles. Un volet important d'un projet relatif à la santé de la population en Mauritanie consiste à promouvoir la planification familiale et à renforcer le rôle des femmes dans le développement. Dans le cadre d'un projet de service agricole déjà lancé au Mali, des mécanismes sont mis en place pour coordonner toutes les activités relatives aux questions féminines. Le projet appui également l'identification et la diffusion de techniques appropriées permettant d'alléger le fardeau des femmes agricultrices dans des domaines comme la corvée de l'eau, le ramassage du bois, le sarclage et la récolte.

4.1.5 Amélioration des services d'appui

72. Il ne sera jamais possible d'améliorer le sort des pauvres en Afrique tant que les services et les infrastructures d'appui ne sont pas profondément améliorés. C'est le cas en particulier des économies dévastées par la guerre telles celles de l'Angola, du Libéria et de Mozambique. Conscients du problème, un bon nombre de pays africains ont commencé à prendre des mesures. En Angola, le Gouvernement a entrepris des programmes urgents visant essentiellement à rénover les routes, les voies ferrées, les

établissements de formation et les hôpitaux détruits par la guerre. Des mesures similaires ont été prises en Ethiopie pour transformer les coopératives rurales en des institutions locales financièrement viables.

73. En Côte d'Ivoire, une stratégie a déjà été formulée pour améliorer les services et installations infrastructurels, notamment les routes de même que les services sanitaires et de protection sociale, en particulier ceux qui permettent de satisfaire les besoins des pauvres ruraux. En Tanzanie, des efforts sont déployés pour améliorer l'infrastructure et les services conçus pour satisfaire les besoins des réfugiés dans la région de la Kagera. Au Nigéria, des efforts sont déployés pour améliorer les services statistiques agricoles. Dans son programme de développement statistique, le Nigéria souligne la nécessité de produire des données sur la production, les prix, les revenus et tous les facteurs qui, directement ou indirectement influent sur les pauvres. Il a en outre adopté un système de recensement agricole qui permet de recueillir, d'élaborer, de récapituler et de diffuser des données annuelles sur les activités du secteur sans tous leurs aspects.

74. Un des aspects fondamentaux des services statistiques du Ghana est l'adoption de mesures pour améliorer le recensement agricole, traiter des données et mettre au point une banque de données en tant qu'outil pour des prévisions fiables en matière de cultures. Des efforts similaires sont déployés au Zaïre, en Ouganda et en Gambie. En Ouganda, des études annuelles sur l'élevage ont été entreprises et les statistiques sur la pêche ont été améliorées dans l'intérêt des petits éleveurs et des pêcheurs artisanaux pauvres. En Ethiopie, une équipe spéciale a été mise sur pied en 1994 pour mettre définitivement au point des programmes de vulgarisation pour différentes cultures et zones agro-écologiques; pour mettre en place les moyens de vulgarisation nécessaires et pour assurer la fourniture à temps des intrants agricoles aux petits exploitants agricoles. La fourniture à temps d'intrants aux agriculteurs est également une des préoccupations majeures du Kenya. Les intrants fournis aux agriculteurs sont, entre autres, les semences, les engrais, le crédit et les médicaments pour le bétail.

75. En Tanzanie, le Gouvernement accorde la priorité à l'amélioration des services d'appui. Parmi les services d'appui dans le secteur de l'élevage par exemple, la vulgarisation dans le domaine de l'élevage, la lutte contre les maladies, la recherche et la formation en matière d'élevage, les données et l'information relative aux débouchés, les services de réglementation, la gestion des politiques, les systèmes d'approvisionnement et de fourniture d'intrants pour les petits exploitants agricoles sont ceux qui bénéficient d'un rang de priorité élevé dans les allocations budgétaires (République-Unie de Tanzanie, 1993/1994-1995/96). Ainsi qu'il est indiqué au tableau 11, la Tanzanie est l'un des pays où la consommation d'intrants (engrais) a augmenté au cours de la période 1985-1989/90. La même tendance est enregistrée au Burkina-Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire, en Guinée, en Ethiopie, au Lesotho, au Malawi, à Maurice et au Togo.

76. Les investissements dans le développement infrastructurel sont certes encore réalisés essentiellement en faveur des zones urbaines en Afrique, néanmoins, des efforts sont déployés pour développer l'infrastructure rurale (marchés, approvisionnement en eau, routes rurales, etc.) dans des pays comme le Botswana, la Côte d'Ivoire, le Kenya, Maurice, le Nigéria, le Zimbabwe et la Tanzanie. A Maurice, les investissements dans le développement du réseau routier représentent le plus gros poste dans les dépenses d'équipement. Au cours des deux dernières années, plus de 1 milliard de Rs ont été investis dans ce domaine et un montant additionnel de 491 millions Rs ont été alloués pour l'année à venir. L'amélioration des routes d'accès et de liaison représente un important domaine d'activités. D'autres domaines relatifs aux services d'appui, dans lesquels l'Etat s'est montré très actif sont notamment la formation des pêcheurs à la pêche hauturière et à la navigation ainsi que l'amélioration ou la construction

de ports de pêche et la fourniture de matériels de pêche tels que bateaux de pêche, cannes à pêche et gilets de sauvetage.

77. Dans plusieurs pays africains, des organismes publics s'occupent encore d'activités de commercialisation agricole, notamment l'importation et la distribution d'intrants agricoles, essentiellement des engrais et des pesticides aux petits exploitants agricoles, à des prix subventionnés. Une des principales tâches de la Gambia Produce Marketing Board (GPMB) est d'acheter et de vendre des intrants aux petits exploitants agricoles. Dans l'accomplissement de cette tâche, le GPMB bénéficie de l'assistance du Gambia Co-operative Union (GCU). Au Congo, de nouvelles mesures d'appui visant à stimuler la production agricole comprennent notamment la fourniture d'intrants et l'octroi de crédit aux agriculteurs.

78. Dans d'autres pays africains, des efforts intenses ont été déployés pour libéraliser les services de commercialisation, le secteur privé jouant un rôle de plus en plus prépondérant. En Ouganda, le secteur privé s'occupe de pratiquement toutes les opérations de commercialisation, ayant trait aux produits agricoles comme les cultures vivrières, les cultures de rente, le bétail, le bois et le poisson. Le marché local absorbe plus de 90% de la production nationale. Pratiquement 38% de la production écoulee sur les marchés locaux représentent des denrées alimentaires pour les zones urbaines. Etant donné que le système de commercialisation fonctionne dans le cadre d'une politique de libéralisation, les prix des différents produits agricoles tels que les céréales, la viande, le lait et le poisson sont fixés librement en fonction du jeu de l'offre et de la demande.

79. Comme le cas d'autres services d'appui, on a essayé d'améliorer les travaux de recherche relatifs aux produits de première nécessité, aux produits d'exportation traditionnels, aux cultures vivrières secondaires, aux produits d'exportation non traditionnels à forte intensité d'intrants, à l'élevage et au génie rural (Pablo Ezyaguirre, 1991). Au Zimbabwe sur pratiquement 100% de la zone consacrée au maïs, on a utilisé des semences hybrides contre 60% en Zambie et 24% au Malawi. Ceci a permis aux petits exploitants agricoles de doubler la production de maïs qui est passée de 738 000 tonnes en 1980 à 1,3 millions de tonnes en 1986 (Eicher Carl, 1995). Au Ghana, un programme de recherche quinquennal adaptable, d'un coût d'environ 1,5 millions de dollars E.-U. a permis de mettre au point 3 variétés améliorées de manioc rendement élevé. Ces variétés sont résistantes aux chenilles et, avec une production de 26-36 tonnes métriques par hectare, elles sont de loin supérieures aux variétés locales à faible rendement d'en moyenne 35% en Guinée, au Nigéria, en Sierra-Leone et en Gambie. Le Gouvernement du Malawi s'est également efforcé d'améliorer les activités de recherche. Il a créé un organisme de recherche agricole qui est chargé spécifiquement de promouvoir et de coordonner les activités de recherche agricole couvrant les cultures, l'élevage, la sylviculture et la pêche.

4.1.6 Conservation et mise en valeur des ressources naturelles

80. Une tendance importante observée depuis le "Sommet sur la terre" de 1992, convoqué à Rio de Janeiro consiste à améliorer l'exploitation, la conservation et la mise en valeur des ressources naturelles. Au Malawi, l'accent dans les stratégies en cours d'application dans le domaine de la vulgarisation et de l'utilisation des sols est mis sur la protection des sols avec pour objectif principal la lutte contre la pauvreté rurale. En Gambie, l'objectif premier d'un programme de recherche est la mise au point d'espèces d'arbres appropriées, à croissance rapide et l'évolution ou la production de foyers améliorés tels ceux connus sous le terme "Lorena" ou "sinkui Kuto" (CEA/FAO, 1993). Un travail de recherche de cette nature vise essentiellement à freiner le déboisement qui est un obstacle considérable à la lutte

contre la pauvreté. En Afrique, quelque 4 millions d'hectares de forêts sont perdus chaque année (IFPRI, 1994).

81. Dans un nombre croissant de pays, des plans d'action environnementaux ont été élaborés. Le Lesotho, Madagascar, Maurice, la Tanzanie et l'Ouganda figurent parmi les pays qui ont déjà définitivement mis au point leurs plans. Au Kenya, des initiatives ont été prises pour assurer une sécurité d'occupation aux agriculteurs dans les collines dans le but de freiner l'érosion des sols. Au Congo, la politique gouvernementale veut que les entreprises forestières procèdent au reboisement des terres déboisées avec des espèces comme le Limba. Au Cape-Vert, des efforts intenses en matière de politiques et de planification sont déployés pour protéger les sols et la végétation et pour améliorer les pratiques de gestion des ressources en eau. A cet égard, un projet quinquennal de protection des sols visant à planter environ 2 millions d'arbres dans trois des dix îles, a été entrepris. Un accord de pêche conclu entre le Gouvernement et la Communauté européenne engage les deux parties à gérer et à préserver les ressources maritimes ainsi qu'à mener à bien les activités y relatives.

82. Au Comores, des efforts sérieux sont fournis pour lutter contre l'érosion des sols grâce à la construction de terrasses et la plantation de coupe-vent dans l'île d'Anjouan. Un objectif majeur de l'Organisme national de protection de l'environnement en Tunisie, est de participer activement à l'élaboration de plans et à la formulation de politiques pour prévenir la pollution provoquée par la pauvreté. Dans le cadre de son programme de développement de l'irrigation, le Maroc tente d'assurer une utilisation rationnelle des ressources en eau et de réduire le gaspillage. Ceci va de pair avec l'allègement du fardeau des pauvres, en particulier les femmes. Un des objectifs fondamentaux d'une étude entreprise récemment en République centrafricaine, consiste à lutter contre la pauvreté grâce au développement durable et à la protection de l'environnement. L'étude a été entreprise dans le cadre d'un projet conçu pour renforcer le ministère du développement rural. A Madagascar, le Plan d'action environnemental (programme) a pour objectif majeur de préserver la bio-diversité dans le pays, de freiner le déboisement et l'érosion des sols (FAO, 1992).

83. En Ouganda, un rapport sur l'état de l'environnement dans le pays a été achevé (République d'Ouganda, 1993-1994). Selon le rapport, deux études principales sont entreprises sur l'utilisation potentielle de la biomasse comme énergie et sur l'utilisation des sols. L'étude sur la biomasse couvre trois districts (Palisa, Torro et Arna) alors que celle sur l'utilisation des sols porte sur les 65 % du pays. Au Ghana, des restrictions sont imposées à l'exportation du bois de construction afin de conserver les ressources naturelles. Ce qui a eu un effet défavorable sur le commerce dans les secteurs forestiers et du bois de construction dont la croissance n'a été que de 1,2 % en 1993, légèrement supérieure à ce qu'elle était l'année précédente (République du Ghana, 1994).

84. Les efforts de la Tanzanie obéissent à trois objectifs qui sont a) relever la part du sous-secteur dans le PIB du pays b) améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources forestières et c) renforcer l'éducation sur les ressources forestières. A cette fin, un plan d'action sur la foresterie tropicale a été élaboré, dans le cadre duquel 530 000 hectares de bassin de captation et de forêts de palétuviers sont aménagées et mises en valeur. Un important aspect de ce plan est qu'il met l'accent sur la nécessité d'établir des liens continus entre le sous-secteur et d'autres secteurs connexes. Il invite les services gouvernementaux, les individus et les entreprises à participer à la conservation, à la mise en valeur des ressources forestières et à la protection de l'écosystème dans sa totalité (République-Unie de Tanzanie, 1993/94-1995/1996).

85. En Côte d'Ivoire, on redouble d'efforts pour associer les agriculteurs aux décisions concernant l'allocation des terres dans les régions forestières. L'objectif est de donner une base juridique au système d'occupation coutumier des terres et d'assurer une utilisation rationnelle bien planifiée des terres permettant la conservation et l'exploitation des ressources. Le Zimbabwe et le Kenya ont également essayé d'améliorer les pratiques d'utilisation du sol en adoptant des techniques efficaces d'immatriculation et de propriété des terres. En Zambie, des efforts similaires sont faits. Les lois et les réglementations foncières appropriées sont amendées pour faciliter l'immatriculation, l'évaluation, l'aliénation des terres ainsi que l'installation et l'utilisation. Un comité pour l'identification des terres et un fonds de développement ont été créés.

4.1.7 Lutte contre les catastrophes naturelles

86. Un autre obstacle grave dans la lutte contre la pauvreté en Afrique est constitué par les catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les impacts de météorites, d'inondations, de cyclones, de pluies de grêle, d'orages, de foudre et d'invasions par les parasites. Dans divers pays africains, il y a eu des tentatives de lutter contre les effets de ces catastrophes. En Ethiopie par exemple, des mesures ont été prises pour lancer un projet sur l'agriculture durable et la régénération de l'environnement. Une caractéristique particulière de ce projet, déjà opérationnel dans le nord de l'Ethiopie est de construire des micro-barrages afin de retenir l'eau et de développer d'irrigation en tant que moyen de réduire au minimum les effets dévastateurs de la sécheresse cyclique. Un mécanisme institutionnel reconnu comme efficace pour réduire les problèmes que connaissent les pauvres (les victimes de la sécheresse en particulier) dans le pays, est la Commission éthiopienne de secours et de relèvement (RRC), qui opère un système local d'alerte avancée efficace. Une institution homologue au Botswana est le Comité inter-ministériel sur la sécheresse. Ces deux organismes dépendent de l'information que leur fournissent régulièrement les fonctionnaires dans les districts (Kingsbury, Brown and Poukouta, 1995).

87. A la suite de la sécheresse catastrophique de 1992 qui a frappé l'Afrique de l'est et l'Afrique australe, de nombreux autres pays ont adopté des stratégies similaires, pour l'essentiel, ces stratégies consistent à fournir des secours en cas de sécheresse et à assurer la sécurité alimentaire dans des pays tels que le Kenya, le Malawi, le Zimbabwe et la Zambie, le Kenya a alloué 72,9 millions Ksh pour la distribution gratuite de nourriture aux victimes de la sécheresse et aux réfugiés en plus de 17,3 millions de Ksh pour l'assistance alimentaire aux écoles primaires et maternelles dans les zones arides et semi-arides (République du Kenya, 1994/95). Entre 1991 et 1994, six projets alimentaires ont été lancés au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, à Madagascar, au Mozambique, au Rwanda, au Kenya et au Soudan. Au Zimbabwe, le Gouvernement a affecté 559 millions \$.E.U. à la construction de barrages pour atténuer les effets de la sécheresse.

88. Au Tchad, des programmes ont été lancés pour le forage de puits d'un coût d'environ 4 millions FF. Les puits sont creusés à Iriba, une région que les gens ont été obligés de fuir du fait d'une grave sécheresse. En Tunisie, d'importants projets ont été lancés dans le but de développer les programmes d'irrigation dans une région agricole importante au sud de Tunis. Les projets couvrent aussi Kairouan, où la sécheresse frappe d'un temps à autre. Le programme de mise en valeur de la zone aride de Katsina au Nigéria est aussi une initiative importante qui devrait être opérationnelle au cours de la période 1995-2000, en diverses phases. Dans trois régions du Zimbabwe sujettes à la sécheresse, un fonds de 13 millions \$.E.U. a été alloué à la promotion de la sécurité alimentaire pour 76 000 ménages.

89. A Madagascar, un projet de relèvement de 17 millions de dollars, après le passage de cyclones, a été lancé. Les activités dans le cadre du projet sont la protection contre les inondations, les études sur l'environnement et l'augmentation de la production agricole. Un autre projet important est celui relatif à l'agriculture dans les régions infestées par la mouche tsé-tsé dans le bassin de la Kagera. En Egypte, un projet sur la planification préalable, la prévention et la gestion des catastrophes est devenu opérationnel. Le principal objectif du projet est de mettre en place des capacités locales dans des domaines connexes avec un accent particulier sur des risques prioritaires telles que les inondations subites et les tremblements de terre. Un projet auquel on a porté l'attention au Soudan est l'étude relative à la protection contre les inondations et à leur gestion. Le projet consiste à identifier les zones menacées par les inondations, à établir des systèmes d'alerte avancée; à recommander un plan de planification préalable contre les catastrophes et à promulguer les lois pour mettre en oeuvre ce plan.

4.2. Mesures prises par la communauté des donateurs et le système des Nations Unies

4.2.1. Les pauvres comme cibles

90. La communauté des donateurs et le système des Nations Unies participent à diverses activités visant à lutter contre la pauvreté, ils ont en particulier mis en oeuvre des programmes destinés aux pauvres. La communauté des donateurs et le système des Nations Unies ont par exemple joint leurs forces pour organiser en 1994 un Sommet mondial sur le développement à Copenhague (Danemark), auquel ont assisté près de 100 chefs d'Etat et de gouvernement. Le Sommet a adopté un programme d'Action demandant aux pays de chercher à réaliser, dans les années à venir, l'objectif universel qui est l'éradication de la pauvreté (Union européenne, 1995). La Banque mondiale rassemble et publie depuis de nombreuses années des données de pays sur les indicateurs sociaux liés à la pauvreté. Parmi ces rapports bien connus sur de tels indicateurs figurent le Rapport sur le développement dans le monde, les Indicateurs sur le développement africain et les Indicateurs sociaux du développement sans parler des nombreux séminaires, ateliers ou réunions qu'elle a convoqués au fil des ans.

91. L'un des organismes les plus importants du système des Nations Unies entreprenant des activités visant à lutter contre la pauvreté est le Programme des Nations Unies pour le développement. Il a introduit une nouvelle façon de mesurer le développement humain, avec le calcul de l'indice de développement humain (IDH). L'IDH est très utile en tant qu'indicateur de la pauvreté. D'abord, il sert à mesurer les réalisations socio-économiques plus directement que les indicateurs fondés exclusivement sur les revenus. En deuxième lieu, en utilisant la parité des pouvoirs d'achat, il permet de comparer les pays. En troisième lieu, il permet de déterminer les pays qui ne réussissent pas à améliorer la qualité de vie. Dans son "Progress of Nations", l'UNICEF publie toute une série d'indicateurs sur la santé infantile, la nutrition, l'éducation, la planification familiale et la situation des femmes. Pour beaucoup de ces indicateurs, les 10 ou 12 nations en haut et en bas de l'échelle sont indiquées.

92. La FAO et l'USAID ainsi que l'Union européenne rassemblent et analysent des données pour pouvoir opérer des systèmes d'alerte avancée pour suivre les personnes vulnérables sur le plan alimentaire. Le système mondial d'information et d'alerte avancée de la FAO fournit des données détaillées à tous les pays africains au Sud du Sahara sur la production céréalière globale, fait des prévisions en ce qui concerne les déficits et les importations nécessaires en tenant toujours compte des personnes dont la situation est incertaine sur le plan alimentaire. Au Burundi, le Fonds africain de développement a accordé un prêt de 3 millions de dollars E.U. pour appuyer un projet axé spécifiquement sur la lutte contre la pauvreté. Le projet cherche à réduire la pauvreté structurelle et cyclique en

appuyant des activités de création de revenus et d'emplois. Il s'adresse principalement aux personnes déshéritées spécialement les femmes, les veuves, les orphelins, les personnes handicapées, les réfugiés, les personnes déflattées, les étudiants ayant abandonné leurs études et les jeunes cherchant un premier emploi.

93. En Angola, un projet financé par l'Union européenne a été mis en place dans le but de réinstaller les personnes déplacées et les réfugiés dans de nouvelles régions suburbaines ou dans leur foyer d'origine. Les bénéficiaires du projet sont les artisans, les petits pêcheurs et les agriculteurs. Les régions couvertes par le projet sont Benguela, Luanda, Huila, Bengo, Cunene et Namibie. Le PAM a lancé un appel pour 11 millions de dollars E.U. d'aide alimentaire pour satisfaire les besoins de plus d'un million de personnes menacées par la famine au Mozambique. Un nombre grandissant de réfugiés retournant chez eux et de soldats démobilisés ont aggravé la situation alimentaire dans le pays. Au Zaïre, un projet est en cours d'exécution, avec l'assistance de la France et a pour objet de fournir des crédits aux personnes les plus démunies. Durant la période 1975-94, l'Allemagne a acheminé 400 millions de dollars E.U. à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales et l'Union européenne afin d'améliorer les conditions de la population noire du pays. En juin 1995, la Banque mondiale a établi officiellement un groupe consultatif pour assister les pauvres (GAP) avec des fonds d'un montant total de 200 millions de dollars E.U., y compris le soutien de nombreux organismes bilatéraux pour le crédit à petite échelle.

4.2.2. Formulation de plans et politiques appropriés et expansions de la croissance économique

94. La communauté de donateurs et les organisations du système des Nations Unies ont joué un grand rôle dans la formulation et la mise en oeuvre de politiques de développement agricole et de stratégies de planification visant particulièrement à satisfaire les besoins de pauvres. La Banque mondiale a par exemple lancé un projet pour résoudre les problèmes liés aux aspects ou dimensions sociaux de l'ajustement structurel, notamment les réformes. Dans cette entreprise, la Banque a bénéficié du soutien total d'autres donateurs multilatéraux et bilatéraux. Le but spécifique du projet est de fournir une information précise et opportune pour mesurer, analyser et suivre les effets socio-économiques des PAS sur divers groupes de ménage en Afrique.

95. Le projet vise aussi à renforcer les capacités institutionnelles des gouvernements africains de planifier, d'administrer et d'analyser les enquêtes de façon permanente. En juillet 1994, 26 pays africains avaient soit achevé ou étaient entrain de mener des enquêtes utilisant des méthodes élaborées par le projet. Un élément vital qui a poussé la Banque à lancer ce projet en 1987 était l'opinion selon laquelle l'ajustement structurel avait entraîné des effets néfastes pour les pauvres. Cette opinion a d'abord été rejetée et ensuite acceptée par la Banque. La Banque et ses défenseurs continuent de soutenir que les PAS sont le seul remède aux problèmes de la pauvreté dans le long terme.

96. Un autre domaine où la Banque joue un rôle crucial est la promotion d'un développement tenant compte des besoins des femmes. Ses activités portent de plus en plus sur la protection sociale, l'équité et le renforcement du pouvoir économique des femmes. Elle a créé une unité spéciale dans la région africaine s'occupant de problèmes connexes. Le porte-feuille agricole actuel de l'IDA, filiale de la Banque en Ethiopie a trois projets portant sur la petite irrigation et le développement de l'élevage. Les efforts de l'IDA dans le pays portent essentiellement sur la concertation, la sécurité alimentaire, l'atténuation de la pauvreté et le développement des ressources forestières. La BAD joue aussi un rôle

utile. En Ethiopie, elle a financé la remise en service de quatre centres de santé et a aidé à transformer cinq autres en hôpitaux de district.

97. Deux organisations du système des Nations Unies bien connues pour leur opposition aux PAS en raison de leurs effets néfastes sont l'UNICEF et la CEA. Ces deux organisations ont souligné la nécessité de PAS à "visage humain" tenant compte des besoins des personnes vulnérables. L'UNICEF souligne que la lutte contre la pauvreté est un élément crucial de toute stratégie de développement. Dans son Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS), la CEA soutient que les stratégies de développement en Afrique doivent aller au-delà de l'ajustement. Elle est en faveur d'une assiette fiscale élargie, de la réduction des dépenses consacrées à la défense, de la suppression des subventions, de la fixation de prix minimums garantis aux produits agricoles grâce à la constitution de réserves alimentaires; de l'interdiction du commerce de certains biens de luxe; de la fourniture d'incitations aux exportations et de la conclusion d'accords sur les produits primaires.

98. Des donateurs bilatéraux comme l'USAID et l'Agence suédoise de développement international ont non seulement influé de façon considérable sur la formulation de politiques relatives à la pauvreté mais ils ont aussi apporté certaines contributions à la croissance socio-économique grâce à une assistance technique et matérielle. L'Afrique sub-saharienne a, en 1993, reçu une assistance se chiffrant à 12,5% du GNP de la sous-région (Tableau 12). L'Agence suédoise a financé par exemple le programme de l'Ethiopie relatif à l'éducation à l'environnement. Au début, le programme visé à donner une formation à la population du Wollo aux techniques de conservation des sols et à la foresterie communautaire.

4.2.3. Annulation ou rééchelonnement de la dette et soutien en ressources

99. La dette croissante et l'insuffisance du soutien en ressources ont été les principaux facteurs compromettant la lutte contre la pauvreté. Des efforts ont été faits dans de nombreux pays africains pour réduire l'importance de ces facteurs grâce à l'annulation ou au rééchelonnement ainsi qu'à un soutien en ressources des donateurs. En Algérie, les accords de rééchelonnement de la dette avec le Fonds monétaire international et le Club de Paris ont contribué à alléger la pauvreté. En Tanzanie, le Japon a rééchelonné les dettes du gouvernement qui se montaient à 172 millions de dollars E.U.

100. En mars 1994, le Club de Paris a accepté de réduire la dette de la Côte d'Ivoire d'environ 2,5 milliards de dollars E.U. La réduction et le rééchelonnement, qui portent sur une portion de la dette publique de la Côte d'Ivoire devraient être suivis d'une réduction de 17 milliards de dollars de la dette extérieure. En avril 1994, il y a eu un accord pour réduire la moitié de la dette publique de la République centrafricaine, qui constituait presque 88% de la dette extérieure du pays. La dette extérieure de la RCA était estimée à 900 millions de dollars E.U. en 1991. Pour dédommager l'Egypte pour son appui dans la guerre du Golfe, le Club de Paris a convenu également d'annuler la moitié de la dette extérieure du pays. Le Club de Paris a également convenu de rééchelonner la dette extérieure du Gabon s'élevant à 7,4 milliards de FF, à rembourser sur une période de 15 ans avec une période de grâce de trois ans. Diverses sources estiment la dette du pays à 3,5 milliards de dollars E.U. La Suisse a annulé la dette de 21 millions FS du Sénégal tandis que le Club de Paris a réduit la dette du Congo de 12 milliards FF.

101. La Norvège a annulé toutes les dettes que l'Ethiopie et l'Ouganda devaient à la Banque mondiale. La principale raison est le désir de la Norvège d'aider les pays à améliorer la situation de leur population

appauvrie. La dette extérieure de l'Ouganda par exemple est estimée à 2,9 milliards de dollars E.U. Près de 70% de cette dette sont dus à des institutions multilatérales telles que la Banque mondiale. Un rééchelonnement de la dette extérieure et un prêt de plus de 1 milliard de dollars E.U. du FMI ont permis à l'Algérie d'importer des produits alimentaires pour sa population nécessiteuse. La Guinée, ainsi que d'autres pays africains touchés par une grave pauvreté, ont bénéficié de la décision du Club de Paris en décembre 1994 de faire passer de 50% à 67% le montant maximal des annulations des dettes.

102. Les donateurs, y compris les institutions bilatérales ou multilatérales sont allés au delà de l'annulation ou du rééchelonnement de la dette dans leurs efforts visant à aider les pays africains à alléger la pauvreté. Ils ont en outre fait des efforts pour fournir un soutien important en ressources aux pays sous forme d'assistance directe et de prêts concessionnels. Les donateurs ont appuyé des systèmes d'épargne et de coopératives d'agriculteurs au Bénin, au Burundi, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Rwanda. A la suite de la récente crise au Rwanda, plusieurs pays développés ont fourni au pays un important soutien en ressources. La contribution totale de la Hollande aux efforts de secours dans le pays se chiffre maintenant à 50 millions de dollars E.U. pour les réfugiés et les personnes déplacées. Le Royaume-Uni a aussi annoncé une contribution de 60 millions de livres pour des secours d'urgence. Sur ce montant, 33 millions sont fournis dans le cadre de l'aide d'urgence bilatérale, 27 millions de livres constituant la part du RU dans l'aide de l'Union européenne.

103. La Suède a accordé une subvention de 5,2 millions de dollars E.U. pour l'exécution d'un projet visant à fournir d'urgence des semences dans les régions du nord de l'Ethiopie, touchées par la sécheresse et pour l'exécution d'autres projets visant à réduire les pertes alimentaires. La Norvège a convenu d'accorder une subvention de 7,5 millions de dollars E.U. à la Tanzanie. Elle sera utilisée pour financer un programme de gestion des ressources naturelles. Les activités envisagées dans le cadre du programme sont entre autres le renforcement des politiques et de la planification, la mise en place de capacités pour la protection de l'environnement, la conservation des sols et l'aménagement des forêts de palétuviers.

104. Le Japon a dégagé 1,3 milliard de dollars E.U. pour l'aide à l'Afrique du Sud. Une partie de ce montant sera utilisée pour améliorer les niveaux de vie, l'éducation et la formation des Sud-Africains et pour financer des projets se portant pas atteinte à l'environnement. Le Japon a aussi accordé un prêt global pour aider à améliorer le sort des communautés noires désavantagées du pays. L'Agence internationale pour le développement des Etats-Unis a exprimé son désir d'accorder au Bénin un crédit de 10 millions de dollars E.U. sur un montant de 15 millions nécessaires pour un projet rural d'approvisionnement en eau et d'assainissement destinée essentiellement aux pauvres des zones rurales.

105. La Banque islamique de développement et le Fonds international de développement agricole ont accordé au Soudan un prêt de 27 millions de dollars E.U. pour aider à remettre en service les canaux d'irrigation, protéger les cultures, améliorer les semences et promouvoir le développement rural. Lorsqu'il sera achevé, le projet aura créé environ 112 000 nouveaux emplois et aura relevé de 60% le revenu moyen des agriculteurs. En plus de l'aide de 15 millions de dollars E.U. qu'il a accordée à la Zambie l'année dernière, le Programme des Nations Unies pour le développement a offert au pays une aide de 8 millions de dollars E.U. Ce montant devra être consacré au développement durable du secteur agricole et à la sécurité alimentaire des ménages.

4.2.4. Le règlement des conflits armés

106. Il est maintenant largement reconnu qu'une cause importante de la pauvreté en Afrique est la persistance de guerres civiles et de conflits armés dus à l'instabilité politique et aux violences à caractère ethnique. C'est ce que démontrent les situations en Angola, au Libéria, au Rwanda qui, maintenant se retrouvant essentiellement en Tanzanie et au Zaïre, pays voisins, sont au nombre de deux millions, parmi lesquels des personnes âgées et des enfants dont certains sont des amputés ou des handicapés physiques.

107. La communauté internationale a fait des efforts pour résoudre les divers conflits qui ravagent les pays. Ces efforts bien qu'ils soient fondés sur des initiatives locales ont, pour la plupart, été faits à l'instigation de l'étranger. L'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine sont parmi celles qui ont essayé d'aider les pays concernés à résoudre leurs conflits. Les missions de maintien de la paix envoyées par l'ONU dans des pays comme l'Angola, le Mozambique et le Rwanda ont commencé à donner des résultats positifs. Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la résolution et la gestion des conflits a, de son côté, commencé à jouer des rôles encourageants.

108. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a, par exemple réexaminé la situation en Angola au moins trois fois et a adopté les résolutions 864 et 890 qui ont imposé des sanctions (embargo sur les armes et le pétrole) contre l'UNITA le 26 septembre 1993, organisé des entretiens entre les parties belligérantes et prolongé le mandat de l'UNAVEM (CICR 1993/94). Les pourparlers de paix à Lusaka, qui avaient échoué auparavant, ont finalement débouché sur un accord de paix qui fait espérer la stabilité politique dans ce pays.

109. Trois autres organisations importantes qui ont essayé de contribuer à alléger la pauvreté découlant de guerres civiles ou de conflits armés, sont le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Comité international de la Croix Rouge (CICR). Au Rwanda par exemple, le CICR a lancé un vaste programme d'aide à l'agriculture. Durant la première moitié de 1994, des préparatifs étaient en cours pour distribuer 1 800 tonnes de maïs et des semences de haricots ainsi que 58 000 houes à 136 000 familles (CICR, 1995).

110. Le PAH a commencé en novembre 1993 son assistance aux réfugiés aux personnes déplacées en raison de la guerre civile au Burundi et il y a eu en janvier 1994 des engagements supplémentaires pour aider 9 175 000 personnes à un coût de plus de 100 millions de dollars E.U. jusqu'au milieu de 1994. Du fait que les personnes se rendaient dans un certain nombre de pays voisins et en sortaient, le PAM et le HCR ont décidé conjointement en mars 1994 de considérer la crise comme une opération régionale afin qu'il y ait une certaine souplesse dans l'acheminement des ressources là où on a le plus besoin (PAH, 1995). Le Tableau 13 indique l'aide alimentaire (céréalière) fournie à sept pays choisis.

4.3. Mesures prises par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales

4.3.1. Organisations intergouvernementales

111. Comme les rôles des gouvernements évoluent ou même diminuent, d'ampleur les organisations intergouvernementales (OIG) et les organisations non gouvernementales (ONG) sont de plus en plus des catalyseurs pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté, directement ou indirectement. Les activités dans lesquelles les organisations intergouvernementales sont engagées ont permis dans une grande mesure de réduire la pauvreté. La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) s'est employée

énergiquement à promouvoir la sécurité alimentaire, ce qui révèle une pauvreté aiguë. Le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) participe aux actions visant à atténuer les effets de la sécheresse. Trois des méthodes importantes employées dans ce but sont le développement de l'irrigation, la promotion de la sécurité alimentaire et la conservation des ressources naturelles.

112. D'autres organisations intergouvernementales telles que l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et pour le développement (IGADD) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont employé plus ou moins les mêmes stratégies. La sécurité alimentaire et la lutte contre la sécheresse sont les activités de développement principales des organisations. Elles ont aussi déployé des efforts considérables pour résoudre leurs conflits politiques. Les efforts de médiation de la CEDEAO au Libéria et ceux de l'IGADD en Afrique de l'Est ont fait la une de l'actualité internationale. L'Union du Maghreb arabe en Afrique du Nord et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) à Libreville (Gabon) ont eu des activités comportant comme volet essentiel la lutte contre la pauvreté. Le programme de développement de l'UMA met aussi l'accent sur la promotion de la sécurité alimentaire alors que dans celui de la CEEAC, la priorité est accordée au commerce inter-et-intra régional des produits alimentaires, ce qui vise en définitive à éliminer la pauvreté au moyen de livraisons plus importantes de produits alimentaires au moment voulu aux endroits où ils sont les plus nécessaires.

113. Des institutions telles que l'Organisation internationale de lutte contre le criquet pour l'Afrique centrale et l'Afrique australe (IRLO-CSA), l'Organisation de lutte contre le criquet pèlerin pour l'Afrique de l'Est (DLCO-EA), le Bureau interafricain pour les ressources animales (IBAR), l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) ont de leur côté entrepris des activités utiles visant à lutter contre la pauvreté. Les activités effectuées par IRLCO-CSA et DLCO-EH ont contribué à réduire les invasions des récoltes par les acridiens.

114. L'Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) en Côte d'Ivoire entreprend des activités qui ont pour but d'accroître la production du riz grâce à la recherche, à l'exécution de projets de développement et la prestation d'avis techniques à ses Etats membres. Elle s'est essentiellement employée à améliorer la qualité, le stockage, le traitement et la commercialisation du riz. L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) encourage et coordonne des études visant à mettre en valeur les ressources dans le Bassin du fleuve Sénégal.

4.3.2 Organisations non gouvernementales

115. Les organisations non gouvernementales sont une force potentielle majeure pour lutter contre la pauvreté en Afrique. Elles ont, par exemple, introduit des approches participatives pour la conception et l'exécution des projets et préconisent vigoureusement des mesures visant à faire des pauvres de véritables acteurs économiques et sociaux plutôt que des bénéficiaires passifs d'assistance. Elles ont parallèlement participé à la plupart des programmes de secours destinés à faire face aux effets de chocs soudains tels que sécheresses, tremblements de terre, cyclones et conflits civils. Il semble qu'il y a un consensus général sur le fait que les ONG ont une base populaire et qu'elles reflètent en général des "qualités participatives" qui facilitent la distribution des avantages aux personnes qui, autrement, sont exclues du processus de développement (ECA, 1993).

116. Il y a de nombreuses ONG locales et étrangères qui opèrent en Afrique. Leurs objectifs et leurs domaines d'intervention sont divers. Il est difficile et risqué de faire des généralisations sur leurs

activités. Les plus connues des ONG sont OXFAM, CARE, ADRA et World Vision. Elles ont, avec le Programme alimentaire mondial, aidé les gouvernements du Burundi, du Mozambique, du Rwanda et de l'Ouganda à réinstaller un nombre accru de réfugiés et de personnes déplacées. Elles ont aussi aidé dans des activités sociales et de mise en place d'infrastructures telles que le nivellement des routes, le forage de points d'eau, la construction d'écoles et la remise en service d'hôpitaux.

117. Des ONG étrangères comme Médecins sans frontières et des ONG locales comme l'Islamic African Relief Agency, Sudan Aid et Sudan Council of Churches ont participé à la lutte contre les effets des situations d'urgence. Ces ONG ont pris part à la distribution de secours en nature aux victimes d'inondations au Soudan. Certaines d'entre elles se sont engagées aussi dans des activités de relèvement et de reconstruction après des conflits comme en Ethiopie, au Mozambique et au Rwanda. Certaines personnes cependant soutiennent qu'on ne sait pas grand'chose de l'impact exact des activités des ONG sur les pauvres et qu'on ne connaît pas l'avantage comparatif de leur structure de gestion et de leur orientation institutionnelle.

V. PERSPECTIVES ET PROPOSITIONS POUR L'ACTION FUTURE

5.1. Perspectives en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté

118. Les efforts de lutte contre la pauvreté mentionnés plus haut bien que prometteurs, ne sont qu'une goutte dans l'océan. La pauvreté est incroyablement répandue et les méthodes actuelles de mesure de la pauvreté sont complexes et inadéquates. En outre beaucoup de facteurs aggravants sont toujours des obstacles insurmontables. Les programmes d'ajustement structurel, en dépit de leurs mérites sur le plan théorique, aggravent la pauvreté déjà profonde. L'eau et le combustible sont même plus rares qu'avant. La pandémie du SIDA se propage à un rythme alarmant. Les solutions aux problèmes des conflits armés demeurent peu réalistes. Pour empirer les choses, la population de la région croît à un rythme terrifiant et avoisine maintenant 700 millions. En l'an 2000, on s'attend à ce qu'elle dépasse 1 milliard dont pratiquement 50% vivront dans les centres urbains.

119. On outre, les ressources naturelles s'épuisent d'une façon accélérée. Les forêts et la faune se détériorent de façon irrémédiable. L'eau et l'air sont utilisés de façon peu judicieuse, sont pollués ou gaspillés. La capacité des pauvres d'investir dans la conservation ou la régénération des ressources naturelles est malheureusement limitée. La production agricole globale de la région est préoccupante, particulièrement en ce qui concerne la production par habitant. Dans le nord et le nord-est de l'Ouganda, par exemple, pas moins de 5 000 personnes demeurent tributaires de l'aide alimentaire. Selon des projections, la récolte céréalière du Maroc en 1995 va diminuer du fait essentiellement de conditions climatiques défavorables. La récolte céréalière en Tunisie pour l'année 1994 était très inférieure à la moyenne nationale de 1,2 million de tonnes, ce qui équivalait à une baisse de 61 % par rapport à la récolte de 1993.

120. De plus, les services d'appui comme le crédit, la recherche, les activités de vulgarisation et de formation se heurtent toujours à des problèmes. Il y a encore un grand écart entre les besoins des petits agriculteurs qui produisent essentiellement les denrées agricoles, particulièrement la nourriture et les technologies de recherche. Pour diverses raisons, parmi lesquelles le soutien logistique, les services de vulgarisation sont inadéquats et leurs liens avec la recherche sont très faibles. Ce qui aggrave encore la situation, c'est que les normes dans les écoles, les universités et les instituts de formation se détériorent. Les petits agriculteurs n'ont pratiquement pas accès aux crédits ou aux prêts en raison de problèmes de

garanties. Cela est spécialement vrai pour les femmes qui reçoivent 10% des crédits accordés aux petits agriculteurs et seulement 1% des crédits à l'agriculture alors qu'elles représentent 60% de la population active agricole et fournissent 80% de la production alimentaire.

121. Des catastrophes naturelles telles que les invasions d'insectes et de rongeurs, les tremblements de terres, les inondations et la sécheresse continuent de poser un grave danger à la plupart des pays, particulièrement dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. La désertification aggrave la situation. Bien que l'annulation ou le rééchelonnement de la dette et la mobilisation de ressources dans quelques pays aient apporté un certain répit, la situation de la dette dans la région se détériore. Dans un certain nombre de pays, la dette a tendance à augmenter de temps à autre.

122. Les efforts faits par la communauté internationale pour instaurer un climat de paix et de stabilité politique, bien que louables, ne donnent pas de résultats sur toute la ligne. La situation en Angola, au Burundi, au Libéria, au Rwanda, en Sierra Leone, en Somalie et au Sud du Soudan est pleine de dangers. Même si la situation s'améliore, le fléau que constituent les mines terrestres sera un autre problème pendant encore quelque temps. Actuellement l'Afrique est la région la plus touchée par les mines terrestres, environ 30 000 000 engins de mort étant enfouis dans 18 pays (OUA, 1995) et le déminage de ces régions est non seulement coûteux mais peut prendre au moins un quart de siècle.

123. Du fait de la situation défavorable dans la région, il peut être extrêmement difficile de prédire ce qui va arriver en ce qui concerne la lutte contre la pauvreté. Peut-être tout ce qu'on peut dire ici, c'est que des efforts prometteurs sont faits pour alléger la pauvreté dans la région. Néanmoins, pour que ces efforts soient couronnés de succès, une attention plus grande doit être portée aux divers obstacles mentionnés plus haut. Si on n'essaie pas réellement de comprendre la nature de ces obstacles et de s'y attaquer, les perspectives d'alléger la pauvreté dans la plupart des pays africains seront sombres.

5.2 Propositions pour d'autres mesures

124. Le présent rapport ne prétend pas traiter de manière exhaustive le problème complexe de la lutte contre la pauvreté, mais seulement d'examiner les différentes ramifications des mesures prises pour la lutte contre la pauvreté par les parties intéressées en tenant compte de quelques données de base sur les notions de pauvreté, l'ampleur de la pauvreté et son lien avec l'environnement, avec une attention particulière accordée aux facteurs aggravant la pauvreté, et au rôle des populations pauvres dans l'exploitation et la protection des ressources naturelles. Au regard de l'avenir sombre de la lutte contre la pauvreté brossé dans les paragraphes précédents, il est jugé bon de formuler, en conclusion, les propositions concrètes suivantes :

a) Il faut, d'abord, identifier ou cibler les pauvres. Autrement dit, il faut définir les populations vulnérables vivant en dessous d'un certain seuil de pauvreté (absolue ou relative) sur lesquelles devrait porter un programme de lutte contre la pauvreté. A cette fin, des mesures spécifiques doivent être prises pour obtenir des données fiables sur les groupes vulnérables et mettre en place des systèmes ou critères adéquats pour évaluer la pauvreté, en s'intéressant particulièrement au secteur informel;

b) Une fois les populations pauvres ciblées, il faudrait ensuite répertorier et analyser leurs besoins et concevoir des programmes spécifiques à leur intention, à l'aide d'une politique multisectorielle

et en mettant l'accent sur leurs nécessités de base comme l'éducation, l'hygiène, la nutrition, l'alimentation en eau, le logement, l'amélioration de la santé et la prophylaxie. A cet égard, une attention spéciale devrait être accordée aux besoins des femmes, étant donné qu'elles sont à l'origine de l'essentiel de la production agricole et du nombre croissant de pauvres. Vu que la pauvreté évolue dans le temps et dans l'espace et qu'il faudrait mesurer la portée des programmes ciblés, il convient d'effectuer, de manière régulière, une opération de surveillance de la pauvreté;

c) Les mesures proposées à a) et b) ne peuvent être concluantes si des actions ne sont pas entreprises pour réduire les effets négatifs des facteurs aggravant la pauvreté (croissance démographique, SIDA, conflits armés, etc.). Des mesures parallèles doivent être prises pour analyser ces facteurs et réduire leur incidence sur la pauvreté de la région;

d) Le lien étroit entre pauvreté et environnement a été souligné. Il convient d'adopter des stratégies efficaces pour rompre ce lien en accroissant les capacités génératrices de revenus des populations pauvres. Afin d'y parvenir, il faudra, notamment, mettre fin à l'exode rural, augmenter l'accès des pauvres à la terre et aux autres facteurs de production, développer les infrastructures rurales, investir dans les techniques à forte intensité de main-d'oeuvre, former aux techniques nouvelles, envisager d'autres sources d'énergie et encourager une exploitation rationnelle de cette énergie;

e) Aucune stratégie de lutte contre la pauvreté ne peut atteindre son but sans une politique et une planification appropriées. Les plans et politiques de développement devraient tendre non seulement vers la croissance mais aussi vers l'équité. Autrement dit, même en cours de formulation, les plans et politiques de développement devraient disposer de mécanismes intégrés pour la lutte contre la pauvreté en prenant en compte les besoins des pauvres. C'est la principale raison pour laquelle un grand nombre d'intellectuels, en Afrique et ailleurs, continuent à soutenir qu'il faut ré-examiner les PAS et, si possible, les adapter aux besoins et désirs des populations pauvres et leur donner comme objectif, entre autres, de réduire les inégalités entre les sexes en démarginalisant les groupes défavorisés dont les femmes font partie;

f) En général, pauvreté et sous-développement peuvent être synonymes. Par conséquent, une politique de lutte contre la pauvreté doit viser une croissance économique générale principalement axée sur le développement agricole, car il concerne la population rurale d'où provient la majorité des populations pauvres. Tous les efforts devraient être faits pour augmenter la production agricole et alimentaire en investissant davantage dans le développement, en améliorant l'aide à la recherche, à la vulgarisation, à la formation, à la commercialisation, à l'octroi de crédits et à la fourniture d'intrants, en renforçant les petites exploitations, en élaborant des programmes d'irrigation à petite échelle et en répartissant les ressources, notamment la terre, de façon équitable. Ces mesures contribueront à relever le revenu des pauvres et leur permettront d'accéder à une alimentation suffisante;

g) Une stratégie de développement qui ne prend pas en compte les populations pauvres locales compromet son efficacité. Par conséquent, des efforts devraient être faits pour conférer un caractère essentiellement participatif aux programmes à l'intention des populations pauvres en faisant appel à des institutions communautaires adéquatement coordonnées comme les coopératives agricoles et les associations de femmes. Ces institutions contribuent également à exprimer de façon réaliste les intérêts des populations pauvres dans les plans et politiques de développement national;

h) Il est de bon ton de pousser les gouvernements à se retirer des activités de développement sous prétexte que la plupart d'entre elles peuvent être effectuées par le secteur privé. Malgré le rôle tant vanté du secteur privé dans le développement agricole et l'idée largement répandue que le secteur public est incompetent, l'action du secteur privé continue d'être limitée par des barrières structurelles, culturelles, financières et politiques. Par conséquent, il est recommandé aux gouvernements d'admettre cette réalité et de continuer à jouer un rôle plus important, notamment dans les services sociaux et d'aide comme la santé, l'éducation, la recherche, la vulgarisation et la mise en place d'infrastructures, domaines auxquels un secteur privé à but lucratif ne peut contribuer de manière efficace, vu la situation économique actuelle;

i) Pour être valables, les stratégies de lutte contre la pauvreté dépendent aussi bien de la mobilisation des ressources locales que de l'aide étrangère. Celle-ci étant un facteur important des programmes de lutte contre la pauvreté, elle doit absolument être coordonnée et restructurée en faveur des populations pauvres des zones rurales. Seuls 25% de l'aide actuelle parviennent aux pays abritant les 3/4 des populations les plus pauvres du globe (Unicef, 1995).

125. Enfin, il convient de signaler que résoudre les vieux problèmes de la pauvreté, du manque de terres, du chômage, de la malnutrition, de l'analphabétisme, de la maladie et de la discrimination est un préalable pour réussir à traiter les nouveaux problèmes posés par la croissance démographique, la dégradation de l'environnement, la frustration et la désintégration sociale. En grandissant, la menace représentée par ces nouveaux problèmes rend plus pressant le besoin de résoudre les vieux problèmes de pauvreté et de sous-développement. Le développement a maintenant une date limite. Et la manquer aura des conséquences, non seulement pour les pauvres, mais pour tous (Unicef, 1995).

Tableau 1: Mesures et indicateurs de pauvreté

MESURES	INDICATEURS	RAPPORT AVEC LA PAUVRETE
REVENU		
Revenu par habitant	PIB par habitant	Mesures de base de la richesse moyenne des populations d'un pays
	Salaires des employés non qualifiés (spécialement urbains)	Mesure la plus directe de l'évolution du pouvoir d'achat des pauvres
Etendue et répartition de la pauvreté	Diverses mesures relative et absolue du seuil de pauvreté	Mesure la proportion de la population dont les niveaux de dépense sont en dessous du niveau de pauvreté, soit par rapport aux niveaux de dépenses d'autres membres de la société, soit pour assurer un niveau de vie minimum acceptable (mesuré selon l'apport nutritionnel ou un autre élément)
	Indice Gini	Calcule le coefficient global d'inégalité dans la répartition du revenu dans la société. Un coefficient de 1.0 indique une inégalité parfaite de la répartition du revenu tandis que la valeur 0 implique une égalité parfaite
ETAT DE SANTE		
Survie	Taux de mortalité infantile	Considéré par beaucoup comme l'indicateur global le plus complet de l'état de santé des enfants. Est affecté par l'évolution du bien-être des pauvres.
	Taux de fécondité synthétique	Il y a une relation inverse entre la fécondité synthétique et la santé des femmes et des enfants, le niveau d'éducation et le revenu
Nutrition	Disponibilité et apport en calories	Dépend de la disponibilité de calories pour les pauvres, du fait que les non pauvres bénéficient constamment d'un apport calorique adéquat.
	Malnutrition infantile	Un grand nombre d'insuffisance pondérale chez les enfants a un lien avec la nutrition des pauvres. L'amaigrissement est signe d'une malnutrition de courte durée tandis que le ralentissement de croissance indique des privations chroniques.
Protection contre les maladies et accès aux soins de santé	Accès à l'eau propre	Le manque d'accès à une eau salubre est fortement lié à la fréquence des maladies d'origine hydrique.
	Couverture vaccinale des enfants	Dépend de la disponibilité de soins de santé, du fait qu'une nouvelle cohorte d'enfants en bas âge doit être vaccinée chaque année.
	Taux de mortalité maternelle	Mesure l'accès des femmes pauvres aux services de santé de base. Causée principalement par des accouchements non assistés.
NIVEAU D'EDUCATION		
Accès à l'éducation accès	Taux d'inscription net dans les écoles primaires	Dépend l'évolution du bien-être des pauvres, du fait que des changements marginaux reflètent le taux d'inscription chez les pauvres. L'éducation des filles a un rapport avec la taille de la famille, la santé de la famille, l'accroissement de la productivité et le relèvement du revenu
Résultats scolaires	Taux d'alphabétisation des adultes	A un rapport avec les possibilités de réagir aux possibilités de gagner un revenu. L'alphabétisation des filles a aussi un rapport avec la taille de la famille, la santé et la nutrition.

Source: David S. Kingsbury, Ellen Patterson Brown and Prospère Poukouta, "Alternative Survey Methodologies for Monitoring and Analysing Poverty in Sub-Saharan Africa". A study for the SPA Working Group on Poverty and Social Policy, January 1995, p. 19.

Tableau 2 : Indicateurs de santé choisis dans quelques pays africains

Pays	Population par médecin	Population par infirmier	(%) population ayant accès aux services de santé 1985-1993	(%) Enfants mal nutrits 1992	(%) Enfants immunisés 1990-1993	
					Diphterie	Rougeole
Bénin	14290	2460	18	35,0	75	67
Burundi	16670	3880	80	31,0	63	61
Tchad	33330	37030	30	31,0	13	19
Ghana	25000	2750	60	27,1	48	50
Guinée	50000	11630	80	26,8	70	70
Malawi	50000	17860	80	46,6	92	92
Mali	20000	8000	-	39,0	46	51
Niger	33330	2950	32	44,0	20	20
Sénégal	20000	7690	40	25,9	52	46
Somalie	14290	2010	27	39,0	18	30
Soudan	11110	4120	50	34,0	51	49
Togo	12500	2020	61	24,4	53	48
Ouganda	25000	2980	49	23,3	73	73
Zaïre	-	-	26	-	29	33
Zambie	11110	1850	75	25,1	64	62

Source : Nations Unies 1994/95. "Economic and Social Survey in Africa", Addis-Abeba.

Tableau 3 : Pourcentage de recrutement scolaire au niveau primaire entre garçons et filles dans quelques pays africains choisis

(Pourcentage)						
	Garçons			Filles		
	1980	1985	1990	1980	1985	1990
ANGOLA	71	118	112	48	96	70
BENIN	87	91	61	41	45	-
BURKINA FASO	23	37	45	14	21	28
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	92	94	85	51	58	52
TCHAD	-	63	79	-	24	35
GAMBIE	67	84	75	35	52	53
GUINEE	48	47	50	25	22	24
MALAWI	72	68	73	48	52	60
MALI	34	30	30	19	17	17
NIGERIA	118	91	82	90	73	63
RWANDA	66	66	72	60	63	70
SOUDAN	59	58	56	41	41	43
OUGANDA	56	-	60	43	-	45
ZAIRE	108	106	87	77	68	60

Source : Nations Unies, 1994-95. "Economic and Social Survey of Africa", Addis-Abeba.

Tableau 4 : Population vivant au dessous du seuil de pauvreté dans quelques pays africains choisis au début des années 90

Pays	Rural (%)	Urbain (%)
Cameroun	71	25
Côte d'Ivoire	77	23
La Gambie	66	33
Ghana	94	19
Guinée Bissau	58	24
Kenya	41	20
Lesotho	54	55
Madagascar	37	44
Malawi	63	10
Mali	n.a.	50
Nigéria	78	34
Tanzanie	59	61
Ouganda	57	38
Zaire	76	32
Zambie	88	46

Source : Cleaver and Donovan 1995. "Agriculture, Poverty and Policy Reform in Sub-Saharan Africa, World Bank Discussion Paper, African Technical Department Series, Washington D.C., U.S.A., p.1.

Tableau 5 : Expansion de la croissance dans les centres urbains
(population en milliers)

	1950	1970	1990
Addis-Abeba	200	800	3 200
Alger	450	1 100	3 000
Caire	2 500	5 500	10 000
Cape Town	618	1 114	2 310
Casablanca	700	1 500	3 200
Dar-es-Salaam	-	400	2 500
Khartoum	-	800	3 100
Kinshasa	140	500	2 664
Lagos	-	4 000	7 700

Source : CEA/UNICEF, 1995 "Atlas of the African Child",
Addis-Abeba, p.51.

Tableau 6 : Réfugiés et populations civiles déplacées en Afrique pour les années 1992 et 1993

Réfugiés		Populations civiles	
(1993)		(1993)	
Mozambique	1 332 00	Soudan	4 000 000
Burundi	780 000	Afrique du Sud	4 000 000
Libéria	701 000	Mozambique	2 000 000
Somalie	491 200	Angola	2 000 000
Erythrée	421 500	Libéria	1 000 000
Soudan	373 000	Somalie	700 000
Angola	335 000	Zaïre	700 000
Togo	240 000	Burundi	500 000
Ethiopie	232 000	Sierra Leone	400 000
(1992)		Kenya	300 000
Somalie	200 000	Rwanda	300 000
Mozambique	178 000	Erythrée	200 000
Angola	96 000	Togo	150 000
Burundi	40 000	Djibouti	140 000

Source : UNECA/UNICEF, 1995. "Atlas of the African Child", Addis-Abeba, p.59

Tableau 7 : Tendances démographiques et indicateurs du PIB en Afrique subsaharienne et dans quelques pays africains choisis

Pays	Population en 1994 (millions)	Moyenne du PIB annuel par habitant pour la période 1988-1994	Moyenne du PIB annuel pour la période 1988-94 en millions de \$	Croissance du PIB moyen par habitant (1988-1994)
Sierra Léone	4,58	143	608	-0,80
Tanzanie	27,53	174	4 396	0,65
Guinée-Bissau	1,06	201	201	1,41
Zambie	8,79	272	2 182	-3,12
Niger	8,71	296	2 345	-2,84
Rép. centrafricaine	3,34	353	1 085	-2,74
Nigéria	107,95	353	35 074	1,27
Kenya	26,12	383	9 186	-1,06
Ghana	16,77	397	6 094	1,00
Guinée	6,45	404	2 398	0,67
Ouganda	18,62	480	8 147	2,25
Afrique du Sud	41,65	2 193	85 018	-2,40
Tous les pays susmentionnés	271,58	624	29 472	-0,47
Toute l'Afrique subsaharienne	480,03	532	18 855	-0,72

Source : Banque mondiale, 1995, "Status Report on Poverty in Sub-Saharan Africa", Washington D.C., p.9.

Tableau 8 : Tendances budgétaires et leur relation par rapport au PIB dans le développement de l'Afrique (1990-94) *

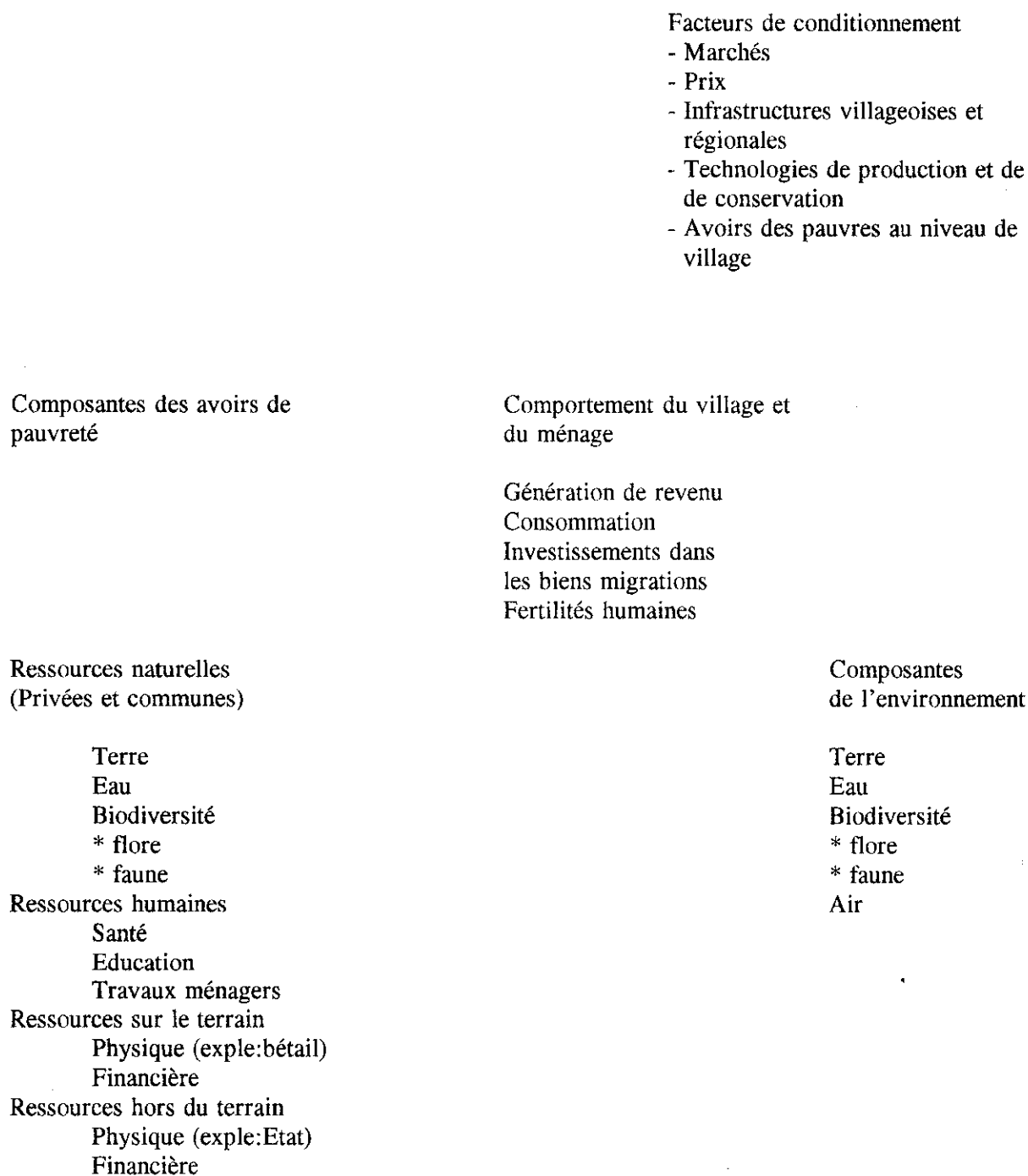
	1990	1991	1992	1993	1994**
Milliards de dollars					
Produit intérieur brut	360,9	334,6	321,4	359,0	368,0
Revenu	77,9	74,1	70,0	75,8	77,4
Dépense	97,9	92,3	92,4	90,1	91,6
Courant	71,2	67,9	70,2	69,8	69,5
Capital	26,7	24,4	22,2	20,3	22,1
Découverts budgétaires	20,0	18,2	22,4	14,3	14,2
Pourcentage en PIB					
Revenu	21,6	22,1	21,8	21,1	21,0
Dépense	27,1	27,6	26,0	25,1	24,9
Courant	19,7	20,3	21,8	19,4	18,9
Capital	7,4	7,3	6,9	5,6	6,0
Découverts budgétaires	5,5	5,4	7,0	4,0	3,9
Pourcentage de la croissance annuelle					
Revenu	-11,1	-4,9	-5,5	8,3	2,1
Dépenses	-21,6	-5,7	1,7
Courant	-3,9	-4,6	3,4	...	10,7
Capital	-47,3	-8,6	-9,0	-8,6	8,9
Découverts budgétaires	-46,2	-9,0	21,1	36,2	...

Source : Secrétariat de la CEA

* A l'exclusion de l'Afrique du Sud

** Estimations préliminaires

Figure 1 : Rapport entre la pauvreté rurale et l'environnement



Source : World Development : Volume 22, N°9, Sept. 1995, p. 1497

Tableau 9 : Dépenses réelles en matière d'éducation avant/après l'ajustement structurelles exprimées en indices (1980=100) et comme pourcentage des dépenses discrétionnaires totales du gouvernement (c'est-à-dire net d'intérêt

	Dépenses en matière d'éducation comme pourcentage des dépenses discrétionnaires totales du gouvernement		Dépense réelle en matière d'éducation exprimée en indice (1980=100)	
	Avant PAS	Après PAS	Avant PAS	Après PAS
Burkina Faso	19,2	16,7	119	134
Côte d'Ivoire	20,1	25,8	125	132
La Gambie	7,7	6,9	57	48
Ghana	20,5	23,0	58	99
Kenya	19,5	21,7	100	108
Madagascar	17,5	16,5	67	66
Malawi	11,4	15,6	112	124
Maurice	17,6	17,0	99	95
Niger	14,2	14,0	63	70
Nigéria	9,4	7,4	94	49
Sénégal	29,5	19,2	72	25
Sierra Léone	16,6	9,9	104	91
Togo	22,4	14,7	109	97
Ouganda	13,1	13,3	103	191
Zambie	15,5	14,5	108	118
Zimbabwe	21,2	22,4	152	153

Source : World Development Report, Vol. 20, No.5, 1992.

Tableau 10 : Objectifs de production fixés pour les produits alimentaires de base pour les années 1992/93-1995/96

(en milliers de tonnes)

Produit agricole	1992/93	1993/94	1994/95	1995/96
Maïs	2634	2710	3083	3345
Mil/sorgho	857	770	819	942
Riz	620	414	532	638
Blé	78	78	80	89
Niébé	508	369	383	437
Manioc	1790	1700	1822	1986
Patate douce	234	400	420	450
Banane	797	794	833	854
Sucre	121	128	134	140
Total	7639	7363	8106	8881

Source : République-Unie de Tanzanie, "Rolling Plan and Forward Budget (1993/94-1995/96)", p.30.

Tableau 11 : Utilisation d'engrais en Afrique

Utilisation d'engrais (100g/ha)				
Pays	1970/71	1985	1989/90	% de croissance annuelle 1985-1989/90
Afrique subsaharienne	33	32	89	-
Angola	33	-	74	-
Bénin	36	66	18	-30,0
Botswana	15	4	7	12,0
Burkina Faso	3	46	58	4,8
Burundi	5	18	35	14,0
Cameroun	34	81	41	-15,0
Cap Vert	-	-	-	-
République centrafricaine	12	15	4	-30,0
Tchad	7	23	15	0,0
Comores	-	-	-	-
Congo	525	69	32	-16,0
Côte d'Ivoire	74	118	113	-0,8
Djibouti	-	-	-	-
Guinée équatoriale	-	-	-	-
Ethiopie	4	47	70	8,3
Gabon	-	0	27	-
La Gambie	-	-	-	-
Ghana	11	44	31	-7,2
Guinée Bissau	44	2	11	40,0
Kenya	238	460	481	0,9

Lesotho	10	117	144	4,3
Libéria	63	100	107	1,4
Madagascar	61	32	36	2,4
Malawi	52	143	227	9,6
Mali	31	129	54	-19,0
Mauritanie	11	103	116	2,4
Maurice	2095	2615	3302	4,8
Mozambique	22	12	8	-8,5
Niger	1	10	8	-4,0
Nigéria	2	108	121	2,3
Rwanda	3	14	14	0,0
Sao Tomé et Principe	-	-	-	-
Sénégal	17	55	55	0,0
Seychelles	-	-	-	-
Sierra Leone	17	20	3	-46,0
Somalie	27	36	26	-6,7
Soudan	28	75	39	-14,0
Swaziland	-	-	-	-
Tanzanie	31	76	93	4,1
Togo	3	69	83	3,8
Ouganda	14	0	1	-
Zaire	6	10	10	0,0
Zambie	73	155	166	1,4
Zimbabwe	446	122	604	-0,6
Inde	137	504	687	6,4
Chine	410	1692	2619	9,1

Source : Kevin M. Cleaver and W.G. Donovan, 1994. op.cit.

Tableau 12 : Déséquilibres des mouvements des ressources

Rang (IDH)	Dette extérieure totale		Ratio du service de dette (service de dettes comme % des Exp. des marchandises et des services)		Total net de l'assistance officielle au développement reçue, 1993			Rep. exp/imp (exp. en % des importations) 1992	Termes du commerce (1987 = 100) 1992	Equilibre des comptes courants avant les transferts officiels (millions de DEU) 1992
	DEU milliards 1992	% du PNB 1992	1980	1992	millions DEU	% du PNB	DEU par habitant			
Développement humain élevé	-	-	-	-	2,550T	0.1	5	74	108	-
60 Maurice	1.0	35	9	8	39	1.2	35.7	75	102	-17
62 Seychelles	-	-	-	-	10	2.3	138.9	-	-	-
73 Jamahiriya Arabe Libyenne	-	-	-	-	6	-	1.2	-	-	-
74 Botswana	0.5	1.6	2	-	112	3.1	79.9	-	-	-251
75 Tunisie	8.5	57	15	21	236	1.5	27.5	63	97	-1,032
85 Algérie	26.3	55	27	71	332	0.7	12.4	155	86	1,337
95 Afrique du Sud	-	-	-	-	193	0.2	4.9	122	104	1,314
107 Egypte	40.0	104	15	16	2,256	6.2	37.4	37	95	1,257
108 Namibie	-	-	-	-	166	6.4	113.6	-	-	-138
114 Gabon	3.8	74	18	17	102	2.0	81.7	252	89	-147
117 Maroc	21.3	80	33	24	605	2.2	23.3	54	100	-787
121 Zimbabwe	4.0	66	4	32	428	7.4	39.9	54	101	-859
122 Congo	4.8	181	11	12	133	57	54.4	120	86	402
123 Cap Vert	-	-	-	-	116	33.4	313.5	-	-	-
124 Swaziland	-	-	-	-	56	6.0	69.2	-	-	-
127 Cameroun	6.6	65	15	16	643	6.7	51.3	123	66	-834
129 Ghana	4.3	58	13	27	624	8.9	37.9	59	45	-592
130 Kenya	6.4	76	21	27	929	13.8	35.2	78	67	-312
131 Lesotho	0.5	41	-	-	132	10.5	67.9	-	-	-397

Rang (IDH)	Dette extérieure totale			Ratio du service de dette (service de dettes comme % des Exp. des marchandises et des services)		Total net de l'assistance officielle au développement reçue, 1993			Rep. exp/imp (exp. en % des importations) 1992	Termes du commerce (1987 = 100) 1992	Equilibre des comptes courants avant les transferts officiels (millions de DEU) 1992
	DEU milliards 1992	% du PNB 1992		1980	1992	millions DEU	% du PNB	DEU par habitant			
133 Sao Tome et Principe	-	-	-	-	-	48	117.1	378.0	-	-	-
134 Inde	77.0	28	-	9	25	1,533	0.6	1.7	88	92	-5,165
135 Madagascar	4.4	142	-	17	19	369	12.1	26.6	63	85	-284
136 Zambie	7.0	219	-	25	-	811	25.7	90.8	85	109	-568
139 Comores	-	-	-	-	-	51	18.8	84.0	-	-	-
140 Togo	1.4	90	-	9	7	125	9.4	32.2	50	91	-190
141 Nigéria	31.0	92	-	4	29	206	0.6	2.0	146	84	1,537
142 Guinée Equatoriale	-	-	-	-	-	51	31.7	134.6	-	-	-
143 Zaïre	-	-	-	-	-	191	-	4.6	-	-	-
144 Soudan	16.2	-	-	26	5	485	-	18.2	46	91	-1,714
145 Côte d'Ivoire	18.0	206	-	39	32	840	10.0	63.1	116	65	1,468
147 République Unie de Tanzanie	6.7	247	-	20	32	978	38.8	34.9	33	71	-866
149 République Centrafricaine	0.9	71	-	5	10	180	14.3	57.0	68	61	-183
150 Mauritanie	2.3	202	-	17	17	331	30.5	153.2	77	107	-197
152 Sénégal	3.6	60	-	29	14	496	8.5	62.8	69	106	-547
154 Djibouti	-	-	-	-	-	131	29.2	235.2	-	-	-
155 Bénin	1.4	68	-	6	4	258	11.8	50.7	29	74	-162
156 Rwanda	0.9	47	-	4	23	394	26.3	52.2	-	-	-246
157 Malawi	1.7	73	-	28	24	504	24.8	47.9	53	90	-342
158 Ouganda	3.0	86	-	17	40	707	20.3	35.5	40	42	-346
159 Libéria	-	-	-	-	-	121	-	42.5	-	-	-
161 Gambie	-	-	-	-	-	96	25.8	92.1	-	-	-
162 Tchad	0.7	57	-	8	5	230	18.4	38.3	57	78	-325
163 Guinée Bissau	0.6	286	-	-	93	98	42.1	95.3	7	115	-121
164 Angola	-	-	-	10	-	300	-	29.2	-	-	-
165 Burundi	1.0	83	-	5	35	276	25.0	45.8	33	38	-219
166 Somalie	2.4	-	-	-	-	881	-	98.4	27	87	-
167 Mozambique	4.9	478	-	-	8	1,155	84.0	76.5	-	-	-881

Rang (IDH)	Dette extérieure totale		Ratio du service de dette (service de dettes comme % des Exp. des marchandises et des services)		Total net de l'assistance officielle au développement reçue, 1993			Rep. exp/imp (exp. en % des importations) 1992	Termes du commerce (1987 = 100) 1992	Equilibre des comptes courants avant les transferts officiels (millions de DEU) 1992
	DEU milliards 1992	% du PNB 1992	1980	1992	millions DEU	% du PNB	DEU par habitant			
168 Guinée	2.7	88	20	12	420	13.2	66.6	-	-	-396
169 Burina Faso	1.1	36	6	6	426	14.5	43.6	28	88	-468
171 Ethiopie	4.4	79	7	14	1,209	-	23.3	21	79	41
172 Mali	2.6	85	5	7	362	13.2	35.7	52	86	-414
173 Sierra Leone	1.3	189	23	21	192	29.7	44.7	111	80	-
174 Niger	1.7	71	22	14	334	14.4	39.1	93	100	-156
Afrique subsaharienne	130	114	-	-	15,440T	12.5	29.6	109	88	-9,430T

Tableau 13: Aide alimentaire fournie par le Programme Alimentaire Mondiale à quelques pays africains pour l'année commerciale 1994/95
(en milliers de tonnes)

<u>Pays</u>	<u>Aide alimentaire</u>
Angola	147
Ethiopie	109
Libéria	164
Malawi	204
Mozambique	110
Rwanda	287
Tanzanie	144

Source: Programme Alimentaire Mondial, 1995.

Tableau 14 Terres en irrigation en Afrique subsaharienne (1981-91)

[illegible]

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Gambie	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Ghana	8	8	7	7	7	8	8	8	8	8	8
Guinée	68	70	14	16	18	70	70	22	24	25	26
Guinée-Bissau	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Kenya	40	40	40	40	42	40	42	49	52	54	55
Lesotho	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Libéria	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Madagascar	682	718	755	790	826	860	880	890	900	920	930
Malawi	18	18	18	18	18	18	18	18	20	20	20
Mali	159	166	173	180	187	195	200	205	205	205	205
Mauritanie	11	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
Maurice	16	16	17	17	17	17	17	17	17	17	17
Mozambique	70	74	80	86	93	100	105	110	115	115	115
Namibie	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Niger	24	30	30	30	30	25	32	32	32	40	40
Nigéria	830	835	840	843	846	850	855	860	865	870	875
Rwanda	4	4	4	4	5	4	4	5	4	4	6
Sao Tomé et Principe	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sénégal	170	170	175	175	4	175	175	175	180	180	180
Seychelles	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Sierra Leone	22	23	25	26	28	30	32	32	34	34	34
Somalie	150	105	105	110	110	190	112	114	116	118	118
Soudan	1790	1800	1818	1833	1848	1860	1870	1880	1890	1900	1910
Swaziland	58	60	60	60	62	62	62	62	62	62	64
Tanzanie	120	122	124	126	127	129	146	150	153	150	152
Togo	6	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Ouganda	6	8	8	8	9	9	9	9	9	9	9
Zaire	7	8	8	8	9	9	9	10	10	10	11
Zambie	19	20	23	25	28	20	20	30	32	32	32
Zimbabwe	130	150	178	185	192	180	185	216	220	220	220

Source: Kevin M. Cleaver and W. Graeme Denovan, Agriculture, Poverty and Policy Reform in Sub-Saharan Africa, 1994, P.40. **BAD**